

DEUXIÈME SUPPLÉMENT

PUBLIÉ EN AOÛT 1884.

LA

REBELLION DE 1837-38

OU

RÉPONSE DE M. C. A. GLOBENSKY

À

M. L. O. DAVID.

to
fa
pl
ca

LA
RÉBELLION DE 1837-38

ou

Réponse de M. C. A. Globensky à M. L. O. David.

Tel est le titre de l'ouvrage que l'auteur, M. L. O. David, annonçait sur tous les toits, qu'il faisait annoncer par ses amis, pour lequel il demandait des souscriptions et qui enfin, devait battre en brèche le livre que j'ai publié moi-même, il y a quelques mois, sur les événements de 1837, et intitulé : " La rebellion de 1837 à Saint-Eustache."

Ce n'est que le 3 Juillet dernier, c'est-à-dire quelques jours après sa publication, que j'ai appris par le journal "*La Patrie*" la naissance du nouveau-né, de cette grande production. Cependant ce livre était offert en vente dès le jour même de notre grande fête nationale, la Saint Jean Baptiste. On le vendait, m'assure-t-on, dans les corridors de l'hôtel Richelieu parmi les bibelots et objets de fantaisie et du carnaval.

Certes, voilà un auteur qui ne respecte pas beaucoup son œuvre.

Pourquoi la *Patrie* n'en a-t-elle pas parlé plus tôt et pourquoi les autres journaux n'en ont-ils pas fait grande mention ? C'est ce que je ne puis expliquer et cette abstention ne peut donner un cachet de grand crédit à cet ouvrage.

Je me dis alors : laissons parler les journaux et

ensuite je romprai le silence s'il en est besoin ; mais ce qu'il y a d'humiliant pour M. David, le grand écrivain, le véridique historien, c'est que personne n'en a parlé depuis, au moins au meilleur de ma connaissance. Quel soufflet !

Quand j'ai publié mon livre, je me suis empressé d'en faire parvenir un exemplaire à mon terrible adversaire, M. David, et c'était mon devoir d'en agir ainsi ; mais ce monsieur n'a pas daigné suivre le même procédé de politesse, il est trop avancé pour en agir de la sorte.

Il me semblait qu'en thèse générale, il y a une règle d'étiquette qui oblige un gentilhomme à *ne pas accepter sans rendre* ; mais M. David a cru que cet acte de courtoisie ne l'obligeait en rien, et que comme il m'avait accusé du crime odieux de figurer parmi l'aristocratie, il était tout naturel que ses grands principes de démocratie dûssent lui permettre de sauter à pieds joints sur les convenances. Je l'en félicite.

On m'avait bien dit et conseillé : Ne répondez pas à ce livre qui ne compte point, qui est publié depuis au-delà de deux mois, dont personne ne parle, il passera inaperçu, sans faire de bruit, et il ira mourir dans le pays des productions sans baptême. Si vous en parlez, vous allez lui faire de la réclame, vous allez allumer le feu de la discussion et vous serez abreuvé d'injures et de lieux communs, car ce sont les seules armes que possèdent vos peu scrupuleux adversaires.

Le conseil était bon, sans doute, et quoique je n'attache que très peu d'importance à ce livre, je ne puis néanmoins tolérer ou laisser passer sous silence les grossières erreurs qu'il contient. Je sais bien que je vais amenter contre moi la troupe de la société David, qui a même des ramifications chez les canadiens *yankees* ; mais je ne crains pas plus leurs nouvelles insultes qui m'honorent que

je ne crains leur colère impuissante. Je dois parler et je parlerai. L'erreur, les fausses doctrines ne triompheront point et ne recevront les honneurs du triomphe que chez certains personnages que je ne nommerai point, car je n'ai rien à voir dans ce milieu interlope, dans ce camp ennemi.

J'ai feuilleté avec tristesse et bien à la hâte cette brochure qui, cependant, n'est pas nouvelle, puisqu'elle n'est qu'un petit réchauffé de tant d'écrits que l'auteur s'est évertué à *composer* depuis plusieurs années sur les jours de 1837-38, et cela afin de se faire mousser et d'acquérir de la célébrité. Il y a réussi, je crois !...

S'il me fallait disséquer encore tout cet assemblage de phrases sonores, ronflantes et habillées de façon à faire de l'impression sur ceux qui aiment le faux brillant, les légendes impossibles, les fausses idées, je me taillerais une tâche nouvelle, longue et pénible ; mais je ne l'entreprendrai pas de nouveau, d'autant plus que dans mon livre, dans mon supplément et dans mes lettres que j'ai publiés, j'ai détruit tout l'échafaudage des écrits fantaisistes et fantastiques de cet écrivain contrarié, qui ne sait présenter au public que des redites tantôt écornées, tantôt amplifiées.

Je n'ai donc pas l'intention de faire la revue ou la critique de cette compilation d'écrits qui ont déjà été jugés en haut lieu, qui renferment certainement quelques faits historiques, la narration même de certains actes politiques qui se sont passés durant les premiers jours de la domination anglaise et que j'ai jugés et condamnés moi-même dans mon livre. Non, car je l'ai déjà fait et je dois ajouter que s'il y a du vrai dans quelques parties du livre de M. David, je regrette d'avoir à dire que dans ce champ cultivé tant de fois par une verve ou par une main démocratique, les mauvaises herbes de la mauvaise foi, de l'exagération et du faux, y ont pris racine très profondément.

Je me permettrai seulement de faire quelques remarques que je n'ai pas encore faites, qui ont leur raison d'être, voilà tout ; car je n'aime point à me répéter et je laisse M. David et son recueil de lettres ou d'histoires anciennes à l'appréciation des hommes instruits, désintéressés, indépendants et qui ne sont mus que par une saine politique.

Si M. David n'eût pas répété la phrase suivante, qui contient autant de faussetés que de mots, je ne me serais certainement pas occupé de ses écrits déjà publiés à satiété et réédités aujourd'hui en corps d'ouvrage ; mais je ne puis permettre que l'on porte l'audace aussi loin, sachant que l'on ne dit pas vrai, et je vais le prouver.

A la page 228, il répète : " M. Globensky pour réhabiliter la mémoire de son père auquel personne ne pensait, a tiré de la poussière deux écrits, etc, etc."

Auquel personne ne pensait ! et auquel personne n'a jamais pensé sans doute !...

Si je disais à M. David, *tout ce que l'on pense de lui*, il jubilerait ; mais pour le moment, je veux lui épargner cette joie trop vive. Je me contenterai de lui poser trois questions. S'il peut en nier l'exactitude, je lui ferai amende honorable et c'est moi qui passerai pour ne pas avoir dit la vérité.

1ère Question : N'est-ce pas vous, M. David, qui, en 1875, pensiez à mon père et accusiez brutalement sa mémoire dans votre journal *Le Bien Public* dans le but d'essayer à me discréditer dans l'opinion des électeurs du comté des Deux Montagnes, et afin de les engager à ne pas m'élire leur député ?

2ième Question : — Si j'ai publié mon ouvrage pour *réhabiliter* (selon vous) la mémoire de mon père, n'en êtes vous pas la cause première et immédiate ?

3ème Question : — Enfin niez-vous n'avoir pas *pensé* à mon père en 1875 ?

Oh ! homme de mauvaise foi ! Vous savez le contraire de ce que vous dites ; mais dans l'espérance de tromper les badauds, les ignorants, vous faussez la vérité et après cela vous voudriez viser au titre d'historien !

Votre passion politique, vos illusions, vos chimères, vos aspirations prétentieuses et ridicules vous aveuglent, elles faussent votre jugement, votre patriotisme. Je vous l'ai déjà dit, M. David, d'autres vous l'ont dit avant moi et très souvent, vous errez à l'aventure, vous flattez certains hommes politiques qui avalent toutes les légendes, toutes les bourdes que vous leur servez, vous les égarez et vous vous perdez totalement vous même. Que faire, pour tempérer la chaleur, la fougue de votre prose ? Rien, il faut vous laisser vos illusions et comme on vous l'a déjà dit que vous resterait-il, si l'on vous enlevait ces illusions ? Dans tous vos écrits sur 1837 vous avez raconté bien des choses, bien des cancan, vous avez fait parler beaucoup de monde, et vous savez ce qui en est resté ? Vous faites même jouer un triste rôle à Monseigneur Blanchet, rôle qui serait condamné par les autorités ecclésiastiques, si tel rôle avait eu lieu, m'ont assuré plusieurs prêtres aussi distingués que vertueux.

Dans un article éditorial, dans une correspondance, je sais malheureusement que chez certains gazetiers, l'insulte et le mensonge ont droit de cité ; mais celui qui respecte sa plume et qui se fait historien, doit-il aller jusque-là ?

M. David est-il capable de me reprocher un tel écart, un tel forfait dans la publication de mon livre ?

Dans le supplément qui lui fait suite et que j'ai été obligé de publier pour répondre aux élucubra-

tions, aux contes et aux basses insultes de M. David, me suis-je oublié comme il l'a fait lui-même ?

Non content d'insulter l'un de mes déclarants, M. François Cabana, l'un des hommes les plus respectables et les plus respectés de Saint-Eustache, il revient à la charge, sachant qu'il attaque un homme qui ne peut se défendre lui-même, et il insulte par ricochet M. l'abbé Guyon, qui corrobore absolument tout ce que le dit Cabana a affirmé en sa présence, en 1877, puis ensuite sous serment, en l'an 1884, en la présence d'un magistrat et de M. E. A. de Bellefeuille.

" La narration faite par le dit François Cabana *touchant les paroles, la peur et la fuite* du Docteur Chénier, est d'une exactitude scrupuleuse " dit et affirme M. l'abbé Guyon dans sa déclaration, et M. David a l'insolence de vouloir lui dire qu'il en a menti, parcequ'il enlève un peu de prestige à son héros, le Docteur Chénier, qui n'a pas fait les actes d'héroïsme qu'il lui attribue faussement et qui n'est pas mort en lâche cependant, comme on a voulu malicieusement me le faire dire ; mais qui a été la cause de tous les malheurs qui sont venus fondre sur la paroisse de Saint Eustache. M. David et ses amis sont libres d'approuver et d'admirer ce chef coupable et rebelle, mais pour moi je ne puis que le blâmer.

Quant aux gracieusetés qu'il me décerne après avoir insulté M. Cabana et M. l'abbé Guyon, j'y suis habitué et elles m'émeuvent moins que celui qui les débite. D'ailleurs, ses insultes dirigées contre la bureaucratie qui ne me regarde pas, où il a figuré lui même ; celles qu'il s'est plu à lancer contre les prêtres et d'autres ont reçu dans mon supplément leur châiment et elles ne méritent plus l'aumône du plus petit des sarcasmes.

M. David cite des lambeaux de paroles ou de discours qui auraient été prononcés par ses coryphées, entr'autres par M. Holmes, Américain de naissance et annexionniste ; mais je n'en suis nullement surpris, et ce M. Holmes n'est-il pas de l'école de M. David ? Quant à moi, je préfère l'appréciation des sommités religieuses, laïques et catholiques qui m'ont fait l'honneur d'approuver mon livre et dont quelques lettres ont été publiées dans mon supplément, comme dans les écrits qui lui ont fait suite.

M. David qui n'aime point les volontaires de 1837, se pâme cependant d'aise et courbe l'échine devant ce M. Holmes, volontaire de 1837, parceque dans un moment d'effervescence politique, son chef a lancé ses foudres et ses boulets rouges contre le parti conservateur. M. Holmes, annexionniste et américain, n'est pas une autorité, il ne l'est que pour M. David et ses amis politiques.

En 1875, M. David m'attaquait parceque mon père avait été volontaire ; mais comment se fait-il qu'à la même date, il donnait son appui généreux et patriotique à M. William Workman qui, lui aussi, avait été volontaire avec mon père ? Pourtant mon père, comme officier (s'il y avait du blâme) devait agir comme tel ou était obligé et justifiable de prendre du service, tandis que le protégé de M. David, M. Workman, n'était pas obligé de se faire volontaire. Remarquons que je ne blâme pas M. Workman, mais je veux prouver que M. David a deux poids et deux mesures, et qu'il ne pouvait désapprouver le mal dans un lieu puisqu'il approuvait un plus grand mal dans un autre lieu.

Mon père, lui, qui avait été *traqué, persécuté, menacé de mort, chassé de sa demeure comme un vil scélérat*, n'avait-il pas le droit de se défendre, n'avait-il pas même le droit légitime de se servir de ses armes comme les de Charette, les admirés,

les idoles de M. David, le firent de tout temps, et spécialement en 1791 ?

Oui, il avait ce droit et s'en est-il prévalu, cependant ?

M. David dira peut-être que les révolutionnaires du Canada ne peuvent être comparés à ceux de la France ; mais quand les Chefs canadiens promettaient aux insurgés que toutes redevances seraient abolies et qu'ils se partageraient le bien des riches, etc., etc., était-ce bien édifiant et rassurant ?

Quand on persécutait, qu'on pillait, qu'on mutilait les animaux, qu'on menaçait de la prison et de la pendaison les Loyaux qui ne voulaient pas marcher avec les révolutionnaires, était-ce bien rassurant ?

Quand on prêchait la désobéissance aux lois, à l'Eglise, le mépris au clergé et que l'on envoyait une *corde* et des menaces à Monseigneur Lartigue, était-ce encore bien rassurant et bien édifiant ?

Et lui, M. David, aurait voulu que mon père se croisât les bras, qu'il laissât triompher la révolte et qu'ensuite il fût fusillé comme le fut le chef vendéen de Charette en 1796 !

Il est excellent ce M. David !

Voilà sans doute pourquoi il est l'admirateur du général de Charette ; mais badinage à part, et comme il s'est dit monarchiste lorsque ce brave et noble militaire est venu au Canada, comment peut-il prêcher l'annexion aux Etats-Unis et tant vanter les institutions américaines et républicaines ?

Il y a certainement dans sa profession de foi politique et cosmopolite, une anomalie inexplicable, un manque d'organisation qui lui fera toujours du mal, qui le fera errer sans cesse à l'aventure. Oui, tant qu'il n'aura pas mis de trêve à un tel défaut d'ensemble, à un désordre aussi étrange, il ne pourra jamais se donner comme juge

compétent ou s'arroger la mission de censeur qui ne convient pas plus à sa capacité qu'il ne convient à un aveugle de juger des couleurs.

Alors, il doit bien comprendre que sa critique mirobolante sur mon livre comme ses injures tombent à plat, et qu'il le confesse donc au tribunal de la pénitence et de son pays.

Maintenant, je dois dire un mot de la souscription de Lorimier dont M. David a été le promoteur, dont je me suis donné garde de parler jusqu'à ce jour, mais les circonstances m'y contraignent.

M. David s'est suspendu aux dépouilles de DeLorimier, pour après un demi-siècle, se rappeler les 46 années de malheur de son épouse !... Cette respectable dame était loin de s'attendre que, après avoir vécu dans les larmes, à la veille de mourir, on finirait par penser à son infortune !...

Il fallait bien se grouper autour de quelque chose, pour remuer les fastes de 37-38, pour faire approuver la rébellion et qui plus est, pour faire goûter les mêmes idées d'annexion et de républicanisme que l'on prêchait à cette époque comme aujourd'hui.

La souscription DeLorimier n'était donc pas une œuvre philanthropique, généreusement provoquée ou entraînée par l'amour seul du malheur. Non, DeLorimier avait écrit une belle lettre, une lettre touchante, avant de monter sur l'échafaud. On s'en est emparé comme d'une arme puissante, et ce talisman devait servir à faire mousser d'autres aspirations. Ces aspirations, nous les connaissons, elles devaient servir à des fins politiques et cachées. On voulait donner le change au peuple. On voulait que cette souscription, prétendue nationale, aidât les annexionnistes, les républicains à s'américaniser.

Cette malheureuse épouse méritait certainement en premier lieu, la souscription du parti rebelle de 1837-38 ; mais y a-t-on pensé alors ?

Ceux qui en grande partie et après un demi-siècle ont souscrit au malheur de cette veuve, ne l'ont pas fait pour approuver la rébellion dénaturée de cette époque qu'ils condamnent ; mais parce qu'ils ont été entraînés, soit par amour de l'humanité, soit pour se libérer des instances persistantes de certains hommes avec lesquels ils ne marchent point en politique, et qu'ils voient néanmoins assez intimement dans leurs relations sociales. Moi-même n'ai-je pas été heureux de donner mon obole en faveur d'une veuve que je respecte ; mais ai-je souscrit, pour approuver la rébellion ?

Si je nommais les journalistes, les hommes haut placés dans le monde politique et ailleurs qui n'ont pas voulu aider cette souscription de leur plume de leur argent, parce qu'ils y voyaient une action politique et de républicanisme, le nombre en serait-il pas grand ?

Si je nommais ensuite ceux qui ont souscrit, pour faire plaisir à certains organisateurs avides avant tout de faire retentir leur nom par toutes les voies de la renommée, et si je nommais le clergé qui condamne la révolution de 1837 et 38, combien resterait-il de donateurs volontaires et spontanés ?

La presse anglaise, l'élément anglais, l'immense majorité du pays ont-ils favorisé cette souscription qui est une censure jetée à la face de notre Souveraine ?

Mais ce qu'il y a de plus extraordinaire en tout cela, c'est que M. David veut faire approuver la rébellion, tandis que l'infortuné Delorimier lui-même l'a condamnée énergiquement, en disant devant la cour martiale : " Doit-on supposer pour un instant que j'aurais pu être un chef de ce parti (parti rebelle) tandis que je louais ceux qui

“ se tenaient à l'écart, et que je désapprouvais tout
 “ ce qui se faisait par ce parti.”

De plus, est-ce que Decoigne et Nicholas, autres chefs, en montant sur l'échafaud et un instant avant de comparaître devant Dieu, n'ont pas eux aussi condamné la rébellion dans le termes les plus énergiques ?

Decoigne, spécialement, n'a-t-il pas condamné la révolte, tant en son nom qu'au nom de Robert, de Sanguinet et d'Hamelin, ses autres compagnons d'infortune ?

N'ai-je pas publié dans le supplément qui a fait suite à mon livre, les discours prononcés par ces chefs avant d'être lancés dans l'éternité ?

N'ai-je pas publié, de plus, la lettre du curé Chartier, l'âme du soutien de l'insurrection dans le comté des Deux-Montagnes, par laquelle il condamne et conspue la rébellion ?

Cependant, M. David, semble vouloir l'ignorer et on dirait qu'il est payé par des intéressés, par les annexionnistes, pour cacher la vérité, pour travestir l'histoire au profit de ses clients, au profit des Américains et de leurs institutions républicaines. En un mot, lui et ses amis, vantent les Etats-Unis comme on le faisait en 1837, et après cela on voudrait museler et anéantir ceux qui comprennent et combattent leurs fins constantes et cachées !

Quant à moi, je ne puis m'expliquer qu'il puisse se trouver parmi nous des annexionnistes, et je me dis qu'il faut que ces désassortis soient mus par une influence funeste et latente, pour conspirer ainsi contre la vitalité, contre le peu de force que possède et déploie la race canadienne-française pour se maintenir au milieu des autres origines qui peuplent le Canada ; car s'il est difficile pour elle de se conserver dans le Dominion, que serait-ce

donc si elle était noyée par la population considérable de la république voisine, qui s'élève à 50 millions d'habitants ?

Et ces messieurs s'écrieront avec joie : " Nous comptons au-delà de 600,000 Canadiens-français aux Etats-Unis. Presque tous s'y trouvent bien et ne veulent point revenir au pays."

Il faut qu'un brouillard obscurcisse le jugement et le patriotisme, pour parler ainsi ; car quelle est la cause qui a obligé ou entraîné un grand nombre de Canadiens-français à émigrer aux Etats-Unis ?

Je vais avoir le courage de dire le pourquoi, parce qu'il est temps et plus que temps que l'on s'insurge, que l'on se soulève contre ces annexionnistes, contre ces conspirateurs qui semblent vouloir anéantir nos sentiments patriotiques et religieux, et qui nous engagent à aller les perdre au milieu de la république américaine qui n'est pas un peuple homogène et de naissance, mais bien une collection, un mélange, une multitude immense composée de toutes les nations.

La cause de l'émigration canadienne aux Etats-Unis, tout le monde la connaît. Chacun sait où elle a pris racine et où elle se trouve.

Nous la trouvons cette cause dans l'esprit d'aventure, dans le plaisir du changement chez une jeunesse remuante et sans expérience.

Nous la trouvons chez d'autres, dans l'espérance de refaire des biens qu'ils ont perdus ou gaspillés au pays natal.

Mais n'y a-t-il pas d'autres causes à accuser ?

Oui, disons-le avec franchise. Parmi ces 600,000 Canadiens-français rendus aux Etats-Unis, un grand nombre ~~y ont~~ été entraînés par des causes bien regrettables, et il faut accuser très souvent l'orgueil, la paresse, l'incapacité dans les affaires, l'intempérance et mille autres excès et folies. Voilà presque toujours la cause première, immédiate de

la perte des fortunes et du désir d'aller se recaver à l'étranger, ou d'y aller cacher quelquefois sa famille, sa honte et sa misère.

Je sais qu'il y a aux Etats-Unis des compatriotes qui, par la position sociale qu'ils s'y sont faite, nous font honneur, mais le talent de ces hommes distingués ne pouvait-il pas se développer avantageusement pour eux et pour nous en Canada? Oui, et leur absence du pays est pour nous une perte sèche, un malheur immense et national.

On a tort de tant vanter les Etats-Unis, car nous en connaissons qui sont allés végéter chez nos voisins, qui sont revenus au pays et qui sont aujourd'hui dans des conditions fort enviables et honorables. Ces rapatriés seraient-ils encore annexionnistes? Si oui, ils seraient grandement coupables.

Mais à part ces hommes honorables et fortunés qui font exception, qui vivent aux Etats-Unis, n'y en a-t-il pas d'autres qui y vivent dans une position difficile, gênée même et peu digne d'envie?

Oui, il y en a plus que l'on ne se l'imagine, tant dans les professions libérales que dans le commerce; mais je ne parlerai point de ces misères cachées et je ne dirai qu'un mot de ceux qui gagnent leur vie au jour le jour, de ces malheureux qui ne ramassent pas de mousse et qui sont les valets, les esclaves des Américains. Et où les trouvons-nous ces pauvres travailleurs?

Dans les manufactures, dans les mines, dans les forges, sur les canaux, dans les *placers*, et enfouis à des milliers de pieds au-dessous du sol, suant sang et eau pour faire la fortune de messieurs les spéculateurs américains. Ce sont des machines vivantes transformées en locomotives, dont la force physique est montée à une trop forte pression et qui finit toujours par amener la destruction de la charpente humaine ou la perte de la vie.

Ces hommes vigoureux, ces Canadiens-français que les cupides Américains convoitent tant, qu'ils gorgent de boisson pour leur faire faire des ouvrages ou des tours de force impossibles et contre nature, que ne sont-ils restés au Canada ? Ils auraient aidé à développer l'agriculture, l'industrie, les ressources du pays qui manquent de bras, et ils auraient pu s'y créer eux-mêmes une existence heureuse.

Ils n'auraient pas été les nègres, les Chinois des riches Yankees, qui ne se meuvent ou ne travaillent qu'au bruit de l'or ou du dieu argent.

Oui, allons de l'autre côté des frontières, consultons ces malheureux exilés qui sont les bêtes de somme de leurs maîtres étrangers, et ils nous diront : Oh ! nous voudrions bien retourner au Canada que nous avons fait la folie de quitter, mais nous ne le pouvons plus !

Si, plus tard, nous rencontrons leurs enfants, ce ne sont plus des Canadiens, ce sont des défigurés, des abâtardis qui vous répondront dans un langage tronqué et estropié.

Oui, un Canadien-français, qui a vécu longtemps parmi eux, me disait : La main-d'œuvre offerte par nos Canadiens aux Etats-Unis, est, généralement pitoyable et désespérante. Si l'on examine leur physionomie, leur tournure, leur accoutrement, leur accent, tout est *yankee*, même la langue maternelle, qui finit par être abandonnée et oubliée.

Oui, il est prouvé que, assez souvent, l'exilé aux Etats-Unis est obligé de s'éloigner des centres canadiens. Alors, il vit seul, c'est-à-dire, au milieu de compagnons étrangers qui lui font oublier sa langue et croire qu'il n'est pas né Canadien. Ses enfants fréquentent quelquefois les écoles publiques et protestantes, où ils sont exposés à oublier leur nationalité, et de là les mariages mixtes entre catholiques et protestants, mariages qui grossissent

la population américaine et protestante, mais qui donnent la mort à la nôtre.

Cependant, M. David est annexionniste, il prêche ouvertement l'annexion, il vante les institutions américaines, il élève aux nues tout ce qui est américain et il méprise tout ce qui nous régit ici. Il faut être très avancé pour divaguer ainsi, car la forme de notre gouvernement, notre indépendance politique et la liberté entière dont nous jouissons, sont autant d'attributs qui ne peuvent être égalés par aucun pays du monde.

Je n'ai pas même besoin de chercher à prouver que la forme du gouvernement anglais est l'essence même de la vraie liberté, et que les républicains de l'ancien et du nouveau-monde ne peuvent lui comparer leur forme de gouvernement. Les guerres intestines, les persécutions, la révolution, la presse muselée, voilà les conséquences regrettables qu'enfante l'état d'un peuple républicain. La guerre du Nord contre le Sud de l'Amérique, cette guerre honteuse et fratricide, ne prouve-t-elle pas contre ce système gouvernemental tant vanté du républicanisme ?..

Oui, et donnons un exemple du défaut moral du gouvernement de la république qui nous avoisine, en posant la question suivante :

Que fait le président des Etats-Unis, lorsqu'il monte au pouvoir ? Il chasse assez souvent tous les vieux employés, pour les remplacer par des partisans politiques, par ceux qui l'ont aidé à se faire élire. Il a en sus la prérogative arbitraire de choisir, de nommer lui-même ses ministres qui ne relèvent point du peuple et qui ne sont pas obligés d'aller devant lui, pour se faire réélire ou lui demander un portefeuille. Belle liberté, belle garantie, ma foi, que cette liberté donnée à un seul homme !

Thiers, le grand Thiers, cet homme d'Etat éminent, tant acclamé par les républicains, n'a-t-il pas proclamé que le gouvernement monarchique

de l'Angleterre possédait la plus belle forme de gouvernement et personnifiait le mieux la vraie liberté ?

Mais l'égide protectrice du drapeau anglais ne plaît pas à M. David, à ses amis et c'est celle de leur cousin Jonathan qu'il leur faut. Leurs principes républicains ne sont pas assez en hausse sous une constitution monarchique et ils savent que leur aspiration au pouvoir, au commandement, n'arrivera jamais s'il n'y a pas un changement, un bouleversement général. Ils savent aussi que tant que la très grande majorité des Canadiens-français qui est loyale et royaliste ne sera pas absorbée par l'élément républicain des Etats-Unis, ils doivent perdre l'espérance du triomphe. Voilà pourquoi ils veulent s'américaniser comme on voulait le faire en 1837, afin de satisfaire un désir immodéré de gloire et de fortune ; et après tout cela ils se diront Canadiens-français et ils insulteront tous ceux qui combattent leur funeste complot et qui ne veulent point la mort ou la destruction de leur nationalité.

Les Anglais, eux, émigrent-ils aux Etats-Unis, émigrent-ils chez un peuple qui n'est pas le leur, qui n'a pas leur croyance, qui n'a pas leurs sentiments de race ? Non, l'immigration anglaise se porte généralement et presque toujours vers les colonies anglaises.

Le peuple français, lui aussi, abandonne-t-il avec plaisir son pays, aime-t-il à s'exiler ou à émigrer ? Non, nous le savons, il ne séjourne pas même parmi nous. Il n'y aurait donc qu'au Canada où nous trouvons des hommes qui voudraient étouffer l'amour sacré du foyer natal, malgré les labeurs gigantesques de nos grands apôtres, de nos grands colonisateurs ; malgré les prières, les écrits, les conseils, les supplications, les travaux herculéens du curé Labelle, du Père Lacombe, qui condamnent l'émigration aux Etats-Unis, qui conseillent,

la colonisation de nos terres et le développement de nos immenses ressources ?

Chose étrange ! M. David et ses acolytes prêchent l'annexion aux Etats-Unis, parce que, d'après eux, le Canada ne pourra jamais prospérer sous le drapeau de la Grande Bretagne. Cependant que se passe-t-il actuellement chez leurs amis de cœur, nos voisins ? Ici, dans ce pays de cocagne où les alouettes tombent toutes rôties dans le bec des annexionnistes, qu'offre-t-on dans le moment aux Canadiens qui y ont été attirés par la fièvre de l'or et les promesses aussi séduisantes que trompeuses de tant d'embaucheurs *yankées* sans scrupule ?

La banqueroute, la faillite, la misère. Les manufactures se ferment et jettent sur le pavé nos malheureux compatriotes émigrés qui ne trouvent plus d'emploi ; celles qui se maintiennent encore, profitent de la crise qui sévit actuellement, pour réduire le personnel de leurs employés comme les gages, et les ouvriers gagnent à peine assez pour subvenir aux besoins les plus pressants de leurs familles.

Quelle déception ! Après avoir perdu le fruit de leur travail, nos exilés tournent le regard vers le Canada et ils y reviennent en foule.

Afin de prouver que je n'exagère pas, je vais reproduire la fin d'un article remarquable du *Monde*, qu'il publiait le 25 du courant et intitulé "La crise aux Etats-Unis et les Canadiens émigrés" :

Les journaux annoncent ces jours-ci que des centaines de Canadiens avaient laissé Fall River pour revenir au Canada. On dit qu'un grand nombre d'autres doivent aussi revenir. Il y a de la place ici pour bien du monde et de l'ouvrage pour bien des bras.

Le Canadien vit bien pendant quelque temps dans les manufactures américaines, mais il s'aperçoit vite qu'il manque de cette indépendance qui lui était si chère au Canada. Il gagne bien son existence matérielle, mais il ne vit pas de cette vie du cœur qu'on ne retrouve qu'au pays.

Chose remarquable, c'est que sur dix Canadiens qui revien-

rent au Canada, c'est à peine s'il y en a un qui retourne aux Etats-Unis. Ceux qui ont du courage, de l'énergie et du cœur, trouvent toujours de l'ouvrage, ici. S'il n'y a pas d'emploi dans les manufactures, qu'ils aillent au Nord-Ouest sur les terres si fertiles qui sont encore incultes.

La culture d'un sol si fécond leur rapportera beaucoup plus que le travail des manufactures qui ruine la santé. Ils se créeront en peu de temps une position indépendante qu'ils n'auront jamais aux Etats-Unis. Il n'y a personne qui soit indépendant comme l'agriculteur. Le cultivateur est un petit roi dans son champ. Il est son propre maître et lorsqu'il travaille c'est lui qui recueille les fruits de ses labeurs.

Il établira aussi ses enfants et assurera leur avenir. C'est une grande consolation pour un père, lorsqu'au déclin de la vie, il peut se dire qu'il a mis ses enfants dans la voie qui conduit au succès et qu'il en a fait de braves citoyens, gagnant honorablement leur vie.

Comme il faut bien peu d'argent pour s'établir sur ces belles terres, que tout ceux qui ont quelques économies reviennent aux pays et se fassent cultivateurs. L'agriculture c'est la richesse du pays, comme l'avenir du citoyen."

Le journal *Le Nord*, dans un article aussi bien écrit que bien pensé, disait, le 14 août courant en terminant une étude patriotique intitulée : " Les Canadiens aux Etats-Unis " :

" Si donc nos compatriotes ne gagnent pas leur vie ici, aussi bien que là-bas, c'est qu'en général ils ne travaillent pas comme là-bas, ni comme des *Chinois*, ni comme des *Nègres*, ni comme des *machines*.

Pourquoi donc, prenant comme prouvés ce fait et d'autres encore non moins graves qui ne dépendent pas du pays même mais de notre population, pourquoi n'envisage-t-on pas l'émigration de nos compatriotes comme le plus grand malheur qui puisse frapper notre race ? Pourquoi donc, en vantant les Etats et en méprisant notre province, où nous sommes les maîtres, libres, absolus, indépendants sous tous les rapports, cherche-t-on à pallier la grandeur du mal qui nous ronge au profit d'un peuple voisin, étranger à nos traditions, hostile à nos aspirations nationales ? S'imaginer-t-on que la mer ne confondra pas bientôt dans la profondeur de ses abîmes, l'eau d'un modeste fleuve toute claire, toute limpide, toute de cristal qu'elle puisse être ?

S'imaginer-t-on qu'en démontrant à notre peuple que là-bas,

il est chez lui, qu'il peut y conserver sa langue pure et intacte, y vivre et s'y perpétuer en Français et en catholique, s'imaginer-t-on qu'on rend à notre Province, un service bien appréciable ? Qu'on nous les rende plutôt, s'ils aiment encore leur pays natal, qu'on nous rende les 500,000 canadiens qui vivent sur une terre d'exile, et nous serons de suite la première province du Dominion. Autrement nous resterons seconds ici, et rien ou presque rien là-bas. La bonne façon, l'oeil de tendresse que voudront nous faire les Blaine ou les Cleveland, ne peuvent rien changer à cette manière de voir qui est la juste et la vraie, croyons nous. Ces messieurs veulent faire leur affaire, leur élection, et leur affaire, leur élection ne sont pas la grandeur des Canadiens-français, qu'on en soit bien persuadé."

Cependant, M. David, tient mordicus à son dada, l'annexion du Canada aux Etats-Unis. Quel homme extraordinaire ; car enfin comment comprendre que la Jamaïque, l'une des plus grandes Antilles, renommée par sa fertilité extraordinaire ou ses richesses, dédaigne l'annexion aux Etats-Unis et sollicite celle du Canada ?

Lisons ce qu'un des journaux de la Jamaïque écrivait, il n'y a pas fort longtemps :

"La destinée suprême de la Jamaïque et de tout l'archipel des Indes Occidentales est d'être réunis par des liens politiques au continent voisin.

"Nous ne sommes pas insensible à l'appel de la grande République..... Mais combien nous serions heureux, combien la Jamaïque préférerait d'être unie au Dominion du Canada."

Le même journal ajoutait :

"Notre entrée dans la confédération canadienne donnerait un merveilleux essor à notre commerce, parce qu'il ne donnerait pas seulement à nos produits un marché libre, mais nous procurerait le moyen de développer encore nos ressources."

Oui, la Jamaïque a raison de manifester le désir de s'annexer, de s'unir au Canada, car bientôt notre pays sera grand par le développement de son immense territoire, par ses ressources inépuisables, par le chemin de fer du Pacifique, par sa grande

route transcontinentale qui va lui apporter les richesses immenses de la Chine, du Japon, etc, etc.

A propos de cette annexion projetée de la Jamaïque au Canada, il me fait plaisir de reproduire un article tout frais que le *Monde* publiait, hier, 29 Août courant, c'est-à-dire assez tôt pour me donner le temps de l'ajouter à mon manuscrit. Le voici :

" L'ANNEXION DE LA JAMAÏQUE.

Les habitants de la Jamaïque continue toujours de travailler avec une grande activité à leur projet d'annexion au Canada. Les principaux propriétaires et les marchands de cette île se sont rendus à Londres, où ils ont eu une réunion, il y a quelques jours, pour délibérer sur les meilleurs moyens de résoudre cette question.

Ils ont adopté une résolution que M. Solomon, un des hommes les plus importants de la Jamaïque, doit soumettre au ministre des colonies. Cette résolution comporte :

" Que cette réunion de propriétaires et de marchands de la Jamaïque approuve le projet de l'annexion de la Jamaïque, comme province, à la Puissance du Canada, et désire que l'honorable M. Solomon saisisse la plus prochaine occasion de soumettre la question à la législature de la Jamaïque, afin que des propositions officielles puissent être faites, sans délai, au gouvernement du Canada ; et dans toutes les relations que M. Solomon pourra avoir avec le premier ministre du gouvernement canadien, sir John A. MacDonald, il peut être assuré de l'appui des propriétaires et marchands de la Jamaïque qui sont en Angleterre."

Les marchands de la Jamaïque tiennent à faire partie de la puissance du Canada. Un journal de ce pays disait que les Etats-Unis seraient bien prêts de les accepter, mais que les citoyens de la Jamaïque préféreraient l'annexion au Canada.

Il y a là une leçon qui s'adresse aux partisans de l'annexion du Canada aux Etats-Unis. L'exemple de la Jamaïque doit leur démontrer qu'ils ont de fausses idées sur les prétendus avantages que nous pourrions retirer, si nous faisons partie de l'Union américaine. Nous aurions encore moins d'avantages que la Jamaïque, néanmoins les citoyens de cette île préfèrent s'unir à nous plutôt qu'aux Etats-Unis.

Ils aiment mieux s'attacher à la destinée de notre pays qu'à celle de la république voisine. Il existe déjà entre cette île et le Canada des relations d'affaires assez étendues pour démontrer aux deux pays les avantages réciproques qu'ils retireraient de cette union."

Et enfin qu'avons-nous donc, nous, Canadiens, à envier aux Américains ?

Notre territoire n'est-il pas plus vaste que le leur, et n'est-il pas plus grand que la moitié de l'Europe ? Oui, le Canada est la seconde puissance du monde quant à la grandeur de son territoire, et il n'y a que la Russie qui l'emporte par la superficie.

Nos fleuves offrent les plus belles voies de communication du monde.

Notre tonnage de commerce est le troisième du globe.

Notre dette est minime comparée à celle des autres pays et aux avantages immenses que nous en retirerons lorsque nous aurons le plus court point de transit entre l'Asie et l'Europe.

Nos ressources sont incalculables et ne demandent qu'à être exploitées.

Mais M. David est prêt à donner tout cela et à nous livrer corps et biens aux Etats-Unis, comme on voulait le faire en 1837 ! Heureusement que le peuple a l'expérience du passé pour se protéger, et il ne donnera pas tête baissée dans le guépier où les annexionnistes voudraient le faire tomber encore.

Allons, que ces messieurs les annexionnistes me donnent donc la paix. Je le répète, je ne les crains point, je suis leur adversaire et ce ne sont pas leurs diatribes qui m'empêcheront de les combattre et toujours, mais avec des armes loyales et patriotiques. Enfin, qu'ils en prennent leur parti, et ce n'est point parce qu'ils se ligueraient contre mon livre et mes écrits qu'ils me feront reculer d'une semelle.

Pour revenir à 1837, je dirai sans doute que je déplore les exécutions qui eurent lieu après la rébellion de 37 et 38 ; mais à qui la faute ? N'est-ce pas à ces jeunes têtes chaudes qui, n'écoulant

rien et ne prenant avis de personne, pas même les conseils du clergé et de la très grande majorité du pays, voulaient à tout prix se précipiter dans l'abîme de l'anarchie et fomentent les horreurs d'une guerre civile parmi leurs compatriotes ?

Et après ce forfait politique, condamné en hart lieu et par la majorité du pays, des mêmes têtes chaudes, comme il en existait en 37, viendront m'attaquer, parceque je viens rétablir la vérité historique à l'aide des historiens contemporains de cette époque de triste mémoire ?

Je n'ai pas à défendre les autorités gouvernementales qui crurent devoir faire tomber des têtes qui avaient conspiré contre l'Angleterre, et qui voulaient se jeter dans les bras des Américains ; mais l'on devait savoir que le Canada était un pays conquis. Le Souverain, ou plutôt ses représentants préviennent charitablement quelques conspirateurs, quelques révolutionnaires ineptes et ambitieux, que s'ils commettent la folie de prendre les armes, ils seront punis. Nonobstant ces avis, ces menaces, les exaltés passèrent outre et voulurent être châtiés. Cependant, le Souverain ne voulut pas même penser à faire dresser des échafauds. Au contraire, oubliant cette échauffourée, il accorde son pardon royal aux exilés des Bermudes, qui, aussitôt mis en liberté, méprisent la grâce royale et fomentent en retour, la sotte et humiliante rébellion de 1838 ?... Alors, à qui donc la faute si des têtes sont tombées ?.....

Et ces quelques têtes tombées sur l'échafaud peuvent-elles racheter toutes celles qu'elles ont fait tomber à Saint-Denis, à Saint-Charles, à Saint-Eustache et ailleurs ?.....

Est-ce que M. David aurait raison contre la vérité historique ? Enfin, à quelle école appartient-il ? N'est-il pas de l'école des quelques hommes de 37 et d'aujourd'hui, qui voulaient et veulent l'annexion ou une république ?

Et après tout cela, quelques républicains en herbe, comme M. David, voudraient censurer mon ouvrage qui exprime et reflète les sentiments véritables de l'immense majorité des deux clergés, catholique et anglican, comme les sentiments de presque tout le pays ?

Néanmoins, je remercie M. David, car il n'a pas écrit une censure contre mon livre, mais bien la plus belle des réclames à laquelle je ne visais pas cependant.

M. David et ses amis politiques diront, peut-être, qu'il n'e-t plus question d'annexion, de république, mais uniquement de l'indépendance du pays.

Je réponds à ces messieurs que l'indépendance, l'annexion, la république sont trois mots que l'on faisait résonner en 1837, qui ont toujours été synonymes comme *épée* et *glaive*, et que chacun porte le germe de la mort de la race canadienne-française.

La question de l'indépendance qui semble mieux vue et que l'on discute quelque peu dans certains cercles politiques, nous conduirait inévitablement à l'annexion avec les Américains et personne ne l'ignore.

Je crains de plus l'indépendance, parce que si le pays devenait libre, nous serions abandonnés, nous, Canadiens-français, à la merci des autres nationalités qui habitent le Canada et dont une partie est à craindre, pour ses préjugés et son fanatisme religieux.

Montréal, Ottawa et d'autres villes ont eu leur panique et les prémices révoltantes d'une guerre de religion. Et que serait-il arrivé si les provocateurs eussent été en majorité et libres d'agir.

Le Canada, en obtenant son indépendance, et en perdant l'égide, le protectorat de l'Angleterre, ne pourrait se maintenir comme nation à côté de nos voisins qui, à la première difficulté qu'ils pourraient faire surgir, envahiraient notre territoire.

D'ailleurs, où est notre marine, notre armée pour nous défendre ; et où prendrions-nous les moyens de créer des consulats, des ambassades, afin de protéger et de faire respecter le drapeau de l'indépendance ?

Je ne puis mieux terminer ces quelques mots de dissertation sur l'indépendance qu'en reproduisant le discours que sir Hector Langevin a prononcé tout dernièrement à Winnipeg, et que je tire d'un article de la *Minerve*.

Lisons :

L'INDÉPENDANCE

“ Sir Hector Langevin a prononcé un discours à Winnipeg, au cours duquel il a traité la question de l'indépendance. Ses remarques valent la peine d'être mises sous les yeux du lecteur :

“ L'indépendance, a dit sir Hector, signifierait pour nous la faiblesse. Nous sommes forts maintenant parce que nous avons pour nous couvrir le prestige de la reine d'Angleterre. Nous avons pour nous protéger, nous garantir, le glorieux drapeau de l'Angleterre. Ne songeons donc pas à l'indépendance. Nous avons assez d'indépendance ; nous sommes aussi libres que les sujets britanniques du Royaume-Uni ; nous nous gouvernons nous-mêmes ; nous avons le droit de nous taxer nous-mêmes comme nous l'entendons ; nous avons également le droit de taxer les autres nations, même de taxer le peuple anglais pour les marchandises qu'il nous envoie. N'avons-nous pas tous les droits d'une nation ? On me répondra : *Oui, mais nous ne sommes pas indépendants.*

Eh bien ! cette indépendance signifie une armée, une marine militaire, des ambassadeurs et des consuls dans le monde entier, et la guerre à l'occasion, toutes choses qui nous forceraient à nous taxer davantage. Actuellement, nous n'avons pas de guerres. Nos guerres sont celles de l'empire. Avons-nous été taxés pour en payer les frais ? Non, nous avons appuyé la métropole et maintenu son drapeau comme nous le devons, mais nous n'avons pas été taxés pour payer les frais de ses guerres. Qu'un Canadien soit insulté ou molesté à l'autre bout du monde, l'armée, la marine, le drapeau de l'Angleterre, seront là pour le protéger. C'est ce genre d'indépendance que j'aime, et je suis sûr que tous ceux qui m'écoutent l'aiment également.....

“Grandissons dans notre condition présente. Nous avons toutes les libertés que nous pouvons désirer. Nous avons un immense territoire pour les immigrants, un immense patrimoine pour nos enfants. Développons notre pays.....”

Sir Hector a déclaré aux citoyens de Winnipeg qu'en parlant ainsi, il exprimait l'opinion de la province de Québec et des Canadiens-français en particulier.

Afin de prouver d'une manière irréfutable que ma thèse sur l'annexion aux Etats-Unis, ne peut être combattue ou renversée, je n'aurais qu'à reproduire et à ajouter à mon manuscrit, une correspondance américaine que vient de publier un journal annexionniste, la *Patrie*, correspondance qui est loin de donner du crédit ou du prestige aux Américains et de pousser à l'enthousiasme les annexionnistes du Canada ; mais l'espace nécessaire à cette reproduction me manque.

Le correspondant, qui semble être Canadien-français, et qui demeure aux Etats-Unis, flagelle de la bonne façon la presse américaine, parce qu'elle se serait réjouit en 1870, des désastres de la France et parce qu'elle lui manifeste, encore aujourd'hui, le même sentiment d'antipathie et d'inimitié, à propos de ses difficultés avec la Chine.

Ce correspondant termine sa lettre en disant que : “l'ingratitude (des Américains) poussée à ce point est le plus noir attribut du cœur humain.”

Et c'est sur ce sol ingrat de l'Amérique, qui, sans la France, n'eût jamais conquis son indépendance que M. David et les annexionnistes, voudraient greffer ou implanter l'arbre généalogique et séculaire de la *vieille* France que, seuls, les Canadiens-Français, ont conservé vivace et intact. Oui, que les annexionnistes le sachent, la France-canadienne veut garder religieusement et sans mélanges impurs, ses belles traditions qui leur ont été transmises d'âge en âge avec tant d'héroïsme et de sacrifices, par leurs nobles et vaillants ancê-

tres. Et si David l'ancien a tué Goliath, David le nouveau ne tuera que lui-même et non l'ameur de la patrie.

Que disait à ce sujet le savant abbé Casgrain, dans son étude critique lue devant la *Société Royale du Canada*, le 20 de mai dernier, 1884 ?

Lisons :

“ Si la religion et la nationalité n'avaient pas élevé une barrière entre nous et les Américains, il y a plus d'un siècle que l'Angleterre aurait perdu le Canada, et cette perte aurait entraîné probablement celle de toute l'Amérique britannique. Aujourd'hui, la république américaine compterait quelques Etats de plus, et n'aurait d'autre limite du côté du nord que la mer glaciale. Pour nous, nous serions noyés dans l'immense flot humain qui inonde les Etats-Unis ; nous aurions perdu notre caractère national, c'est-à-dire notre force et notre originalité, et nous serions montrés du doigt comme un peuple d'apostats. L'Angleterre elle-même serait la première à nous reprocher notre trahison.

Au lieu de cela, nous sommes restés un peuple pur d'alliage, homogène, vaillant et prospère. Les deux premières nations du monde, la France et l'Angleterre, sont fières de nous : la France, qui nous avait eus perdus, nous a retrouvés après un siècle, et nous a reconnus pour ses plus dignes enfants.”

Enfin, puisque M. David m'a contraint de briser le silence que j'avais décidé de garder après la publication de ma réplique du mois d'avril dernier, je vais m'occuper à relever certaines erreurs de jugement dont fourmille sa critique.

Oui, je crois que mon bouillant adversaire a eu tort de retremper sa plume dans l'encre et le fiel, car il ne trouvera, maintenant, aucune issue pour sortir du labyrinthe fâcheux où il est entré.

Voilà pourquoi je vais faire une courte critique des points les plus saillants de sa censure. Cette revue ne sera pas longue, car comme je l'ai dit ailleurs, mon censeur n'a rien prouvé contre mon livre, il n'a pas même apporté une seule preuve,

pour affaiblir *un seul* de mes avancés, de mes documents, qui tous sont appuyés par l'histoire et authentiqués par des témoignages irrécusables.

Que comprend son premier article, publié le 23 février ? Un exorde pur et simple, dans lequel il dit : " Nous avons toujours eu beaucoup d'estime pour M. Globensky.

" Le sentiment qui a inspiré M. Globensky est, " sans doute, bon ; le fils qui essaie de venger la " mémoire de son père a toujours droit au respect.

" M. Globensky défendant la mémoire de son " père, est dans son droit, la réputation de son " père est son bien."

Mais, grand Dieu, c'est ce que j'ai fait ! Et parce-que j'ai été obligé de m'étayer sur des faits authentiques, sur l'histoire vraie de 1837, M. David fait feu et flamme et dit que je n'aurais pas dû recourir à de tels moyens, parce que je fais du mal à certains hommes de l'époque que j'ai trop mis en évidence. Quel pauvre argument ! Il ne mérite certainement point la charité d'une censure, et passons outre.

M. David ajoute : " Maintenant, que M. Globens- " ky, après le combat, ait fait tout en son pouvoir " pour empêcher qu'on incendiât tout le village " de Saint-Eustache, personne ne refuse de le " croire.

" Non M. Globensky n'avait pas besoin de publier " un volume de trois cents pages pour excuser la " conduite de son père et pour constater des faits " que tout le monde connaissait. Il n'a fait que " confirmer ce qui n'était pas suffisamment établi. " Dans tous les cas, deux pages auraient dû suffire " pour le but que se proposait M. Globensky. Tout " le reste est un hors d'œuvre inopportun et regret- " table."

M. David qui est la cause première de la publi-

cation de mon livre, mais qui n'est pas assez honnête pour l'avouer, s'exprime, dans ce premier article, de façon à reconnaître cependant que mon père n'a rien eu à se reprocher pour la part qu'il a prise aux événements de 1837.

Cet aveu quasi approbateur est absolument en désaccord avec les écrits que publiait M. David, en 1875, et il l'est encore davantage avec ceux qu'il vient de publier. Quel jugement ! M. David, l'homme ni pour ni contre, qui tantôt complimente ou censure et qui ne sait pas véritablement ce qu'il dit ou ce qu'il écrit, ne se souvient-il pas que durant mon élection de 1875, il a insulté la mémoire de mon père et que mes adversaires, ses amis, en ont fait autant et même plus !...

M. David raconte qu'un homme distingué aurait dit que l'on a élevé un monument aux victimes de 1837 et non aux volontaires.

Quoique le trait soit aussi grossier que peu meutrier, j'y répondrai en reproduisant ce qu'un observateur a écrit dans la *Minerve* du 1er mars dernier :

“ Cet homme *distingué* n'a certainement pas *inventé ou aimé la poudre* ! Je doute qu'il se fasse jamais volontaire à l'exemple des soldats de 1812-15, de ces *véritables héros* qui, à Chateaugnay et ailleurs, n'ont pas craint eux *la poudre et les champs de bataille* !

“ Si cet homme *distingué* n'est pas un héros ordinaire ou du cru de M. David, et s'il possède un petit peu d'intelligence, il a dû s'assurer s'il a lu, sans parti pris, l'ouvrage de M. Globensky, *ce qu'a été véritablement son père*.

“ Ce volontaire, qui était l'ami et le lieutenant de de Salaberry, était dans son droit en combat tant encore, en 1837, comme en 1812, 1815, les

“révolutionnaires qui voulaient établir, en ce pays,
 “une république que la très-grande majorité du
 “peuple et du clergé repoussaient avec raison et
 “qui eut entraîné la destruction de notre langue,
 “de nos traditions et peut-être de notre religion.”
 Et M. David ignore tout cela !

Il dit dans l'un de ses articles :

“Les Américains auraient-ils conquis leur indépendance si, en 1775, il s'était trouvé parmi eux
 “beaucoup de Paquin et de “Globensky ?”

M. David est aussi impertinent qu'il est ignorant sur l'histoire de notre pays. Ne sait-il pas que les Canadiens ont combattu les Américains en 1775, parce qu'ils ne voulaient pas de cette indépendance, qui eut été le servage, l'esclavage et la destruction de notre race ?

Ne sait-il pas qu'ils volèrent au secours des armées anglaises et qu'ils contribuèrent puissamment à repousser les troupes américaines ?

Ne sait-il pas tout ce que le congrès des Etats-Unis essaya de faire valoir, tant en 1774 qu'en 1775, pour soulever la population française, pour lui prouver qu'elle devait conquérir sa liberté ?

Ne sait-il pas que Washington, Montgomery, le comte d'Estaing et Lafayette nouèrent des intrigues secrètes et même ouvertes, en ce pays, et qu'ils firent tous leurs efforts pour s'attirer la sympathie des Canadiens-Français et les pousser à la révolte ?

Mais ils échouèrent tous. Les Canadiens méprisèrent les offres des Américains et préférèrent rester fidèles à la couronne d'Angleterre, plutôt que de se joindre à des colonies rebelles, qui nourrissaient des sentiments de républicanisme, et voilà pourquoi mon père, jusqu'à sa mort, a toujours repoussé de semblables projets, de semblables conspirations !...

Il n'y avait, en 1775, que quelques David dans le pays, qui auraient consenti à s'asservir, à s'américaniser et à devenir les valets des Yankees. Heureusement, il y avait des Paquins, des Globenskys, qui, écoutant la voix du clergé, se réunirent à leurs compatriotes et combattirent comme des lions, pour repousser les funestes complots du républicanisme, etc., etc. Mais étudiez donc notre histoire, M. David, si vous ne la connaissez point.

Mon contradicteur ajoute que M. Paquin n'était pas un homme conséquent, puisqu'après avoir conseillé aux chefs patriotes de renoncer à leurs desseins dangereux, il les traite ensuite de lâches, parce qu'ils ont suivi ses conseils et parce qu'ils *sont sauvés*.

On a eu bien raison de me dire que M. David, quoiqu'un excellent homme au demeurant, est joliment exalté, car il m'en donne la preuve en m'obligeant à lui répondre sur un tel argument.

Sachez donc, M. David, que ceux qui ont été justifiables et qui ont eu raison de suivre les conseils de M. Paquin, sont messieurs Scott et Féré; mais cette détermination de ne plus participer à la révolte, eut lieu plusieurs jours avant la bataille.

Méditez là-dessus !

Quant à ceux qui ne crurent de voir suivre les mêmes avis que lorsque le combat allait s'engager, je doute fort qu'ils aient été justifiables d'en agir ainsi à une heure aussi avancée, eux spécialement, qui s'étaient appliqués à fomenter la rébellion et à faire appel aux armes. Leur persistance jusqu'à la dernière heure avait encouragé les autres à persister aussi, et fuir au moment même, c'était tout simplement livrer à la boucherie leurs compagnons plus braves.

Méditez encore là-dessus, M. David !....

Dans presque tous ses articles, et surtout dans le quatrième, M. David, le brave, insulte et traite de lâches, de ridicules mes témoins, les *patriotes*, qui ont déserté le camp, comme ceux qui ont combattu ; et tout cela, parce qu'ils m'ont donné des dépositions et qu'ils ont condamné la rébellion, comme la plupart de leurs chefs. Voyons s'il a raison de me reprocher d'avoir pris les déclarations d'hommes respectables, qui ont été obligés de laisser le camp et le champ de bataille, soit avant, soit durant, soit après le combat.

Si au lieu d'écrire pour écrire et d'essayer à jeter de la poudre aux yeux de certains lecteurs, il voulait être assez honnête pour livrer, durant un moment, son esprit à une méditation sérieuse, la solution serait bientôt obtenue.

En deux mots, je vais répondre à cette attaque, aussi fausse et injurieuse, que déplacée et illogique.

Ceux qui ont laissé le camp des insurgés deux ou trois jours avant la bataille, l'ont abandonné, non parce qu'ils craignaient de combattre, puisque les chefs les assuraient qu'ils n'auraient jamais à livrer bataille ; mais parce qu'ils voulaient s'éloigner d'un lieu où ils avaient été amenés malgré eux, par de fausses représentations, par des pressions indues et parce qu'ils ne voulaient point prendre part aux excès et aux persécutions que les révoltés exerçaient contre les loyaux.

Ceux qui se sont sauvés avant le combat, ont suivi l'exemple de tant de chefs fameux, dont je n'ai pas voulu parler dans mes commentaires, et veut-on me contraindre absolument à les nommer ? Non, j'espère que l'on ne me forcera pas à sortir de ma réserve, de mon silence, de ma délicatesse, car je serais obligé de combler le vide que j'ai fait ou laissé dans certaines déclarations.

Ceux qui ont pris la fuite après, ou plutôt à la fin

de la bataille, étaient accompagnés de leur chef, le Dr Chénier, et c'est lui-même qui commandait la fuite, en disant : "*C'est fini, sauvons-nous !*" Chénier avait raison de conseiller la fuite, car vouloir résister plus longtemps, c'eût été un véritable acte de folie. Et après cela, on voudrait faire passer ces vrais soldats, sans instruction, sans expérience, qui ne s'attendaient point à combattre, pour des lâches ! Il faut ne pas être juste ni généreux, pour traiter de lâches des hommes qui ont combattu jusqu'au dernier moment, jusqu'à ce que l'église ne fut plus qu'un brasier !.... Et l'un de mes déclarants, Benjamin Langlois dit Traversy, qui au lieu de se sauver, prend le temps de panser un malheureux camarade, au risque d'être écharpé ou broyé par la toiture en flamme de l'église, qui ne laisse cet édifice qu'après le Dr Chénier, qu'il trouve mort dans le cimetière, était-il un lâche ? Allons donc, il faudrait être joliment toqué pour le dire !....

Il y a des gens, de par le monde, qui sont plus primes à passer leurs adversaires au fil de leur plume qu'au fil de l'épée, et ce sont de tels hommes qui, parfois, insultent, mais de loin, les vrais braves.

M. David, après avoir insulté niaisement les hommes honorables qui ont témoigné dans mon livre, ajoute que si un second soulèvement avait lieu, on les trouverait sous le commandement de M. Globensky fils.

Cet excellent M. David croyait que je ne me relèverais point de ce terrible coup de massue ; mais ne sait-il pas que, sans s'en douter, il a proféré par là la seule vérité qui ait été formulée dans sa critique.

Oui, M. David, provoquez un second 1837, avec ses horreurs, avec ses persécutions, avec vos idées

d'annexion aux Etats-Unis, ou avec le projet d'établir ici une république, et vous me trouverez à la tête de tous ceux qui aiment leur langue, leurs traditions, leur religion, et qui avec moi combattront pour empêcher un cataclysme social comme un grand malheur national et religieux. Et remarquez que le clergé, que vous avez pris en grippe à propos de 1837 et 1838, sera encore avec nous.

N'avez-vous donc pas souvenance, M. David, de la lettre écrite par l'infortuné Nicholas, avant de monter sur l'échafaud ? Je n'en tirerai que le conseil qui va suivre, et qui prouvera que je ne devrais pas hésiter à prendre les armes :

“ J'espère aussi que si jamais il s'élevait une guerre entre nos voisins et la couronne actuelle, les Canadiens en général seront aussi actifs et zélés, qu'ils l'ont été dans la dernière guerre à protéger leur pays de l'invasion de leurs ennemis voisins. Si je suis ici, ainsi que mes compagnons, les Etats-Unis en sont en partie la cause, par leurs folles promesses et leurs démarches insensées. Rappelez-vous de cette *devise qui dit que l'argent fait tout*, et ce que vos voisins veulent de vous, c'est de l'argent, et ils ne se mettent pas en peine combien de vous iront à la boucherie.”

N'est-ce pas que ce conseil donné par Nicholas, par une victime de la rébellion, par un mourant, est solennel et que je devrai le suivre ?

Mais, qu'a-t-on besoin de rappeler tant de vérités à M. David ? Ne sait-on pas qu'il ne vit que d'illusions ! Et c'est pourtant un tel homme qui s'est mis en tête de critiquer mon ouvrage. O, vanité ! que de têtes n'as-tu pas fait tourner !....

En résumé, que comprend l'ensemble de tout mon livre ?

Venger la mémoire de mon père que M. David et d'autres, ont eu l'indélicatesse d'attaquer injustement.

Pour en arriver là, j'ai été contraint de jeter un coup d'œil rétrospectif sur les premiers jours de la domination anglaise, puis j'ai fait un récit analytique de l'histoire, sur les malheureux événements arrivés à Saint-Eustache en 1837. J'ai été même forcé, par les agressions irréflechies et déplacées de M. David, de publier en entier l'ouvrage historique comme une partie des mémoires inédits de l'abbé Paquin, qui sans doute feront de la peine en certains lieux, mais pouvais-je faire autrement ? Non, car M. Paquin avait été le témoin oculaire de cette triste époque, et en citant pour ma défense un témoignage aussi authentique, aussi loyal et aussi désintéressé, je ne pouvais prendre la liberté de mutiler sa narration historique. Comme historien, je n'avais pas le droit de changer un seul iota d'un ouvrage tombé dans le domaine de l'histoire ; je l'ai cité comme une autorité et j'ai dû le publier, même avec les fautes typographiques qu'il renferme.

Le seul privilège que je me suis attribué, a été celui de retrancher ou de faire disparaître dans les déclarations qui figurent dans mon livre, certains faits et certains noms qui auraient blessé quelques lecteurs trop mis en évidence.

Enfin à qui la faute si j'ai été obligé d'écrire, avec le plus de ménagement possible, cependant, l'histoire vraie de 1837 ? A M. David, et à ses imprudents amis. Néanmoins, Dieu le sait, je n'ai jamais eu l'intention d'attaquer qui que ce soit. En commentant j'ai parlé comme historien, ayant pour appui et guide l'histoire contemporaine de 1837. J'ai été modéré, je me suis retenu et je n'ai pas voulu désigner à part le Dr. Chénier, le grand coupable, aucun des acteurs et promoteurs actifs de la rébellion ; car je tiens à respecter la mémoire d'autrui comme je tiens, je le répète, à faire respecter celle de mon père.

Au point de vue politique, ai-je approuvé les griefs vrais dont on se plaignait avant 1837 ? Non, je les ai blâmés comme j'ai blâmé les instigateurs d'une rébellion aussi mal inspirée que mal organisée. Il existait des abus, c'est vrai, je le sais et il fallait adopter des moyens constitutionnels et pacifiques pour obtenir des améliorations dans le système gouvernemental ; mais persécuter ceux auxquels la sagesse conseillait de rester dans les bornes de la loi et de la constitution, c'était faire un acte condamnable et condamné alors et depuis ces jours de vertige populaire. En outre, je dois répéter que le clergé, la notabilité et la très grande majorité du pays condamnaient l'annexion ou l'établissement en ce pays d'une république que M. Papineau et ses disciples, prêchaient ouvertement ainsi que le Dr R. Nelson en 1838.

Recourir à la force des armes c'était perpétrer en sus un acte de folie ou d'aberration impardonnable qui a conduit des malheureux à la boucherie et qui a fait tomber quelques têtes parce qu'elles en avaient été la cause première.

Voilà en résumé, en substance, tout l'ensemble de mon ouvrage : ouvrage qui reflète l'opinion et les sentiments de presque tous mes compatriotes.

Il faut avoir plus que du courage et il faut être le sang-froid fait homme pour soutenir des prétentions aussi colossales que celles de mes adversaires. Mais dites donc, M. David, si vous et quelques autres, aimez tant les institutions américaines et républicaines, pourquoi ne traversez-vous pas la ligne 45 et pourquoi n'allez vous pas dresser votre tente sur le sol américain, afin d'y goûter et savourer ce que l'on repousse et condamne ici ?

Parce que vous avez rédigé des journaux qui ont vécu ce que vivent les roses, croyez-vous bonnement, cher et excellent homme, que vous avez la mission de museler tout le monde et que vous allez

griser toutes les têtes ? Allons donc, vous n'êtes pas sérieux et revenez donc à la température calme de la vie réelle et positive !

Ne valait-il pas mieux se taire, que de venir faire parade d'arrogance devant la population française qui a condamné la rébellion, et en présence de la population anglaise qui sait ce qui s'est passé en 37 et 38 et qui se tait parce qu'elle le veut bien ?

N'essayez donc pas de calomnier l'histoire pour provoquer un second 1837 et laissez donc dormir paisiblement les morts, vous qui n'existiez point à cette date malheureuse. Ne consultez point quelques boute-feux comme les appelle M. l'abbé Paquin, qui ont été assez prudents pour se mettre à l'abri de l'orage et qui plus tard on' été assez habiles pour obtenir une indemnité qui les a fait riches et opulents.

Je m'arrête, car si je donnais un libre cours à ma pensée, je frapperais trop rudement !... Allez consulter ceux qui ont été entraînés dans ce tourbillon révolutionnaire, qui en sont sortis tout meurtris et vous recevrez d'eux une leçon méritée qui vous fera rentrer dans le chemin de la sagesse et de la réalité.

M. Sulte, dans une de ses réponses aux critiques dit : " D'autres s'écrient : " *Vous n'êtes pas toujours d'accord avec les historiens !* Je m'en garderais bien. " Est-ce que vous croyez qu'on écrit l'Histoire à l'aide des livres des historiens ? Ne savez-vous pas que la seule bonne méthode consiste à étudier les documents de l'époque, dont on veut parler ? Les historiens n'ont pas vu les choses qu'ils " racontent."

Dans un autre alinéa il dit : " La réponse est parfois surprenante pour ceux qui ont lu les légendes et les contes en l'air dont notre bibliothèque nationale est embellie."

Voilà pourquoi, j'ai voulu consulter des témoins oculaires et actifs de la révolte de 37, comme les journaux de l'époque, sachant que les historiens en herbe qui viennent après coup, peuvent se tromper. Et en acceptant la théorie fort vraie de M. Sulte, je pourrais bien dire à M. David, qui veut se faire historien, coûte que coûte : avez-vous vu *les choses* que vous racontez ? Étiez-vous de ce monde en 1837 ? Et ne sont-ce point des légendes et des *contes en l'air* que vous rabâchez si souvent et dont vous voulez *embellir* notre *bibliothèque nationale* ?

Je pourrais bien citer aussi la raillerie mordante qui suit, et qui rappe en pleine poitrine M. David :

On demandait à M^{***}, auteur d'un livre sur l'Italie :

— Monsieur, vous avez fait un livre sur l'Italie ?

— Certainement.

— Y avez-vous été ?

— Certainement.

— Est-ce avant ou après votre voyage que vous avez fait votre livre ?

Ouvrez, ouvrez-donc, M. David, les journaux de 1838 et de 1839, et vous verrez que vous avez fait de l'histoire de fantaisie. Lisez les documents judiciaires de l'époque et vous y méditez les réponses, les aveux, la condamnation même de la rébellion et de la prise des armes par les chefs, par ces infortunés qui montèrent même sur l'échafaud.

Pendant vous ne voulez point démordre de votre manie d'écrire à l'aventure, vous faussez l'histoire, vous moutez toujours sur vos grands chevaux, pour me lancer des ruades qui ne portent pas.

Enfin, encore une fois, je vous le répète, si vous me forciez à reproduire ce que les journaux de cette époque malheureuse publiaient, je mettrais sous les yeux de vos lecteurs maints écrits, qui feraient pâlir votre prose légendaire déjà condamnée par les hommes sérieux.

Ce monsieur David a la mémoire courte. Il a le courage de faire mentir l'histoire pour m'attaquer et quand j'arrive, documents en mains, pour lui prouver qu'il a travesti cette histoire de 1837, il fulmine, il me blâme de me défendre, il ne veut point que je fasse connaître la vérité, ou que je vienne lui prouver qu'il m'a *calomnié* ! Voilà, certes, un procédé qui n'est pas plus magnanime que *libéral*, et je suis presque porté à croire que ce monsieur devra courir le risque de figurer au milieu des disciples de la fameuse maxime de Voltaire que tout le monde connaît.

Mais arrêtez, M. le doctrinaire, il n'en restera *pas même quelque chose*, car j'ai prouvé victorieusement, par mon livre, que vous avez été maladroit de déguiser et de faire mentir des événements inconnus pour vous seul, afin d'essayer de déconsidérer un citoyen qui se croit sans reproche dans la mémoire d'un vieux gentilhomme militaire, loyal et sans reproche.

M. David est mécontent, parce que je l'ai fait sortir de ses gonds, mais à qui la faute ?

Il m'attaque, il m'accuse, il m'insulte même. N'était-ce donc pas mon droit de me défendre et de lui prouver qu'il a été la dupe de sa crédulité ou de sa prodigieuse puissance d'imagination, en acceptant comme vrais et en développant des récits imaginaires et contraires à la raison comme à la vérité. Que son exagération et son excellent vouloir à croire ce qui n'est pas, ont prouvé que son ambition était plus avide de fanfare que de sincérité.

Que la majorité du pays était opposée en 1837 à la prise des armes. Que le clergé condamnait cette folie révolutionnaire.

Que les contemporains de 1837 ont condamné la rébellion de 1837.

Que O'Callaghan, l'aide-camp et le bras droit de M. Papineau, a écrit une lettre, en 1852, condamnant la prise des armes.

Que le grand O'Connell, dans la Chambre des Communes anglaises, a désapprouvé dans les termes les plus sévères, tant la rébellion de 37 que celle de 38.

Que la plupart des chefs et les partisans actifs de la révolte ont, après la catastrophe, condamné ce mouvement irréfléchi, même ceux qui sont montés sur l'échafaud.

Que les insurgés à Saint-Eustache se sont rendus coupables d'une infinité d'infamies envers la population paisible et loyale de l'endroit, et que pour se protéger contre autant d'atrocités, la formation d'une compagnie de volontaires était devenue nécessaire.

Cependant, on a voulu blâmer la part que mon père a prise aux événements de 1837.

Est-ce parce qu'il a voulu se protéger et faire respecter toute une population odieusement insultée et persécutée ?

Est-ce parce qu'il a eu la générosité de se venger des persécuteurs, en les protégeant, non seulement lors de la journée néfaste du 14 de décembre 1837, mais même après ?

Allons, M. David, vous êtes un maladroit, car quand on habite une maison de verre, on ne doit pas lancer des projectiles sur la maison bien mieux protégée du voisin. Oui, vous habitez et sympathisez avec des hommes qui, autrefois et hier, se sont rendus coupables de trop d'atrocités, pour venir injustement attaquer la mémoire d'un honnête homme ; car, entre eux et mon père, il y a un abîme, et vous ne pourrez jamais y trouver un atome ou un seul degré de comparaison, et puisqu'il le faut, je vais vous le prouver, en vous rappelant ce que vos partisans politiques, les grands républicains de la révolution française, ont commis.

Avez-vous oublié les abominations ordonnées par le fameux Pétion et par les Girondins, en 1792 ?

Avez-vous oublié que ces sans-culottes, en chantant le *Çà-ira* et la *Carmagnole*, promènèrent au bout d'une pique un cœur saignant avec l'inscription suivante : "*Ceci est le cœur de l'aristocratie ?*"

Avez-vous oublié qu'une foule furieuse se précipita dans les appartements de Louis XVI, en vociférant, en l'insultant, pour lui faire sanctionner un décret contre les prêtres et en lui demandant de se coiffer du fameux bonnet phrygien rouge ?

Avez-vous oublié, que durant cette circonstance honteuse, la princesse Elisabeth, sœur du roi, fut audacieusement insultée et qu'elle fut obligée de poser sur la tête du Dauphin le bonnet des Jacobins, afin d'apaiser cette horde ignoble et hurlante ?

Avez-vous oublié que quoique le roi fût menacé par les armes et les piques dirigées contre lui, il en imposa tellement par son calme et sa majesté, que Pétion lui-même ordonna à ses brigands d'évacuer le palais royal ?

Avez-vous oublié que, un peu plus tard, ce palais fut investi pour la deuxième fois, qu'on y massacra par milliers les gardes du roi et que le roi lui-même fut trainé en prison comme un vil scélérat ou plutôt comme le Sauveur du monde le fut par une vile populace ?

Avez-vous oublié que la révolution avait forcé des milliers et des milliers de français à émigrer et à se joindre à une armée de 130,000 hommes, composée d'Autrichiens, de Prussiens et qu'ils partirent de Coblenz pour venir délivrer le roi des mains de ces révolutionnaires barbares et insensés ?

Avez-vous oublié que la hideuse guillotine fut érigée en permanence, que le sang des prêtres, des nobles, de la bourgeoisie et des royalistes coula à flots ?

Avez-vous oublié que l'on forçait alors les prisons, les résidences privées, les monastères pour se livrer au meurtre et à des crimes épouvantables ?

Avez-vous oublié les horreurs, les atrocités sanglantes commises à l'Abbaye par ces monstres à la tête desquels trônait le fameux Maillard, et que la plume se refuse de redire ; car hommes, femmes, vieillards et enfants ne furent pas épargnés par ces révolutionnaires ivres de sang ?

Avez-vous oublié que ces tigres promenèrent en triomphe dans les rues de Paris, au bout d'une pique la tête sanglante de la princesse de Lamballe, la plus belle et la plus gracieuse femme de France, parce qu'elle avait voulu protéger Marie-Antoinette et parce qu'elle avait osé être son amie courageuse et dévouée durant ces jours de malheurs et d'abominations ?

Avez-vous oublié que Louis XVI, le roi bon et vertueux, l'ami sincère de ses sujets fut contraint lui aussi de monter sur l'échafaud. Et Marie-Antoinette ne porta-t-elle pas elle-même sa tête sur le hideux gibet ?

Avez-vous oublié que ces bourreaux fatigués du sang versé de tant de victimes innocentes et incapables de se protéger, finirent par s'entr'égorgier entre eux et que les farouches Jacobins firent tomber d'un seul coup la tête de 29 chefs Girondins, qu'ils trouvaient trop modérés et trop puissants au milieu d'eux ?

Avez-vous oublié que tout en s'entre dévorant, ces furieux faisaient non-seulement fonctionner la guillotine la nuit comme le jour, mais que quand elle ne pouvait suffire à sa triste besogne, on noyait les malheureux par milliers ou on les fusillait par groupes immenses et compacts ?

Avez-vous oublié que la religion catholique fut conspuée, abolie ; que les églises furent fermées ou envahies par la débauche ; qu'il fut défendu de sanctifier le saint jour du dimanche ; qu'il fut défendu de baptiser et d'enterrer les morts avec les prières religieuses ?

Avez-vous oublié que le prêtre, l'Eglise, la religion, Dieu même furent remplacés par la déesse de la *Raison*, une *prostituée*, image unique de la seule divinité autorisée et permise par les fous du Jacobinisme ?

Avez-vous oublié que l'usurpation, les crimes, la débauche constituaient ou représentaient la civilisation de cette époque de honteuse mémoire ?

Avez-vous oublié que sur le déclin de la terreur, Fréron lui même en parlant de Fouquier-Tinville l'accusateur public, s'écria au milieu du directoire : " Je propose de purger la terre de ce monstre et d'envoyer Fouquier-Tinville en enfer, pour y lécher tout le sang qu'il a versé ?

Avez-vous oublié que la vengeance de Dieu éclata visiblement et que les révolutionnaires s'assassinèrent entre eux et que l'on envoya à l'échafaud Robespierre Saint-Just, Couthon, Desmoulins, Danton, puis tant d'autres ?

Avez-vous oublié que Charlotte Corday, cette jeune fille issue d'une noble famille, révoltée par les crimes des chefs de la révolution, fit le sacrifice de sa vie en allant poignarder le fameux Marat, le plus sanguinaire de tous, lorsqu'il était dans son bain, et qu'elle monta ensuite sur l'échafaud avec résignation et avec la plus grande bravoure ?

Avez-vous oublié que Napoléon Bonaparte, indigné des crimes, des persécutions, de tant de sang versé par ces monstres, s'empressa à son retour d'Egypte où il s'était couvert de gloire, de renverser le féroce directoire et de rétablir l'ordre ?

Enfin, avez-vous oublié ce que, tout dernièrement, après la dernière guerre franco-prussienne, les communards de Paris ont perpétré et consommé ?

Si, de plus, je vous parlais de 1837, de 1838, des odieuses persécutions qui furent dirigées contre les loyaux, contre le clergé et si je narraï ce que

vous savez !..... Si ensuite, je vous demandais ce que vous pensez de *la corde* que l'on envoya à Monseigneur Lartigue avec la menace *de le pendre*, s'il s'opposait à la révolte, seriez-vous édifié ?

Et après tout cela, vous M. David, vous le partisan tacite et politique de ces hommes, de ces républicains farouches de France, et non leur ami, sans doute, vous avez eu le triste courage, afin d'entraver mon élection en l'année 1875, de venir attaquer la mémoire de mon père, d'un homme généreux, qui a fait ses preuves comme soldat et gentilhomme, et dont la devise fut toujours " Dieu et mon Roi ?"

Oh ! cet acte ne vous honore point, et permettez moi de vous dire que, vous êtes fort dépoëtisé dans mon esprit comme dans l'esprit d'un grand nombre.

Je sais très bien que je ne convertirai jamais M. David à mes principes politiques, car il est républicain et je suis royaliste. L'abîme qui nous sépare ne peut être franchi. Cependant, je veux respecter ses sentiments politiques, mais j'exigerai qu'il respecte les miens. J'irai plus loin, je lui dirai que comme mon père, je combattrai et repousserai énergiquement toutes ces anciennes et pernicieuses idées d'annexion, de républicanisme qui si elles étaient goûtées et acceptées par le pays auraient, d'après moi, le funeste effet, le bien triste résultat de détruire nos traditions, notre langue ainsi que nos sentiments religieux et nationaux.

M. David que la rage et le dépit aveuglent, en veut à ma naissance et, il répète que je ne suis pas canadien-français comme les David qui après avoir séjourné quelques temps aux Etats-Unis sont revenus des Davis !.....

Sachez-le M. David, le démocrate, je sais que ma famille est quelque chose, et je suis certain que

vous ne la dédaigneriez pas tant si elle vous appartenait ou si vous en faisiez partie.

Je le répète, il y a assez de Canadiens-français nés aux Etats-Unis qui ont perdu totalement l'usage de leur langue, sinon plus, pour qu'on n'en augmente pas le nombre et pour que l'on n'inaugure pas parmi nous un système gouvernemental, qui avec son assemblage d'éléments et principes divers, noyerait et anéantirait pour toujours la race canadienne-française sur ce continent ; race à laquelle j'appartiens et pour laquelle je combattrai toujours et sans relâche.

D'ailleurs, que M. David sache que je n'ai jamais écrit mon ouvrage pour lui ou l'infime minorité du pays ; c'eût été absurde et peine perdue et je ne l'ai publié que pour les raisons que j'ai énumérées si souvent :

1^o pour venger la mémoire de mon père injustement attaquée ;

2^o pour rétablir la vérité historique de 1837, audacieusement mutilée et travestie ;

3^o pour prouver que mon père et ma famille ont marché, en 1837, avec l'immense majorité de la population comme avec le clergé catholique de ce pays, et qu'enfin cette majorité est encore aujourd'hui ce qu'elle était en 1837.

Alors que M. David en prenne son parti, car ses censures et ses colères impuissantes ne peuvent ni m'émouvoir, ni m'effrayer ! J'ai atteint le but que je m'étais proposé, celui d'être compris par ceux qui partagent mes sentiments et qui représentent la presque totalité du Dominion. Voilà tout.

Que M. David sache donc aussi que si, en 1837, j'avais été d'âge à m'occuper de politique, j'aurais certainement demandé, moi aussi, des réformes c'est-à-dire des réformes nécessaires, justes et raisonnables ; mais pour en arriver là, je n'aurais pas mis le feu aux quatre coins du pays, je ne me se-

rais jamais laissé entraîner à demander plus que je n'aurais dû solliciter, je me serais retranché dans le périmètre légal de la constitution et je me serais bien donné garde de souffler la tempête et de provoquer les horreurs d'une guerre civile.

Que l'on lise Bibaud, Garneau, l'abbé Paquin comme plusieurs autres historiens qui blâment la pétulance comme l'entraînement républicain ou révolutionnaire de l'époque et on se convaincra que je dis vrai et que je relate l'histoire lorsque je condamne l'attitude parlementaire et la frénésie de ces hommes qui voulaient marcher trop vite, de ces imprudents qui ne voulaient pas même prendre le temps d'amender la constitution (constitution que le Souverain lui-même n'a pas le droit d'enfreindre ou de violer) ; mais qui étaient saturés à cette date, par des idées malsaines, par des aspirations républicaines, par des ambitions mesquines, personnelles et désordonnées. Enfin, c'était les principes de la révolution française de 1830, c'était même la franc-maçonnerie qui se déteignaient sur quelques hommes du Canada.

En disant que la révolution française se déteignait sur quelques hommes au Canada, je dis vrai, et qu'on lise les journaux constitutionnels de l'époque qui taxaient de misérables et de la façon la plus violente, maints chefs étrangers à Saint-Eustache et qui lui firent tant de mal. Dans mon supplément, publié en avril dernier, je reproduis, aux pages 83, 84, 85, 86, 87, 88 et 89, certaines appréciations de ces journaux, qui édifieront le lecteur, spécialement sur les agissements déréglés des rebelles dans le comté des Deux-Montagnes et à Saint-Eustache. Le journal *Le Canadien*, publié par un patriote honnête et modéré, condamne dans les termes les plus sévères les excès des chefs et de ceux qui les écoutaient ou les suivaient. *Le Courrier des Etats-Unis*, quoique étranger au pays et à la lutte, écrivait

entre autres choses, le 29 de juillet 1837, ce qui suit :

CANADA.

Le malheur a voulu que les gouverneurs que le Bas-Canada a eus, depuis quelques années, manquaient tous d'énergie, et que la métropole a hésité à sévir contre des malfaiteurs qui, encouragés par cette fatale indulgence, ont obtenu par la crainte inspirée par des actes de bandits, une influence désastreuse sur une partie de la population.

Une fois les scènes scandaleuses, qui se sont passées récemment au Bas-Canada, connues en Angleterre, elle ne tardera pas à prendre des mesures pour punir les perturbateurs de l'ordre public. Il n'y a point au Bas-Canada de parti révolutionnaire, mais bien quelques hommes ambitieux qui, aux dépens du bien-être général, cherchent leur agrandissement personnel. A eux se sont joints tout ce que le Bas-Canada a de mauvais sujets, et quelques personnes de bonnes intentions, mais de peu de cervelle. Ceux qui ne lisent que les journaux croiraient en voyant les rapports des grandes assemblées tenues par les perturbateurs, sous l'influence de M. Papineau, que réellement il y a au Bas-Canada un parti révolutionnaire; c'est qu'ils ignorent les moyens infâmes que ces gens emploient. Ces hommes, sans foi ni loi, prêchent la liberté et emploient tout ce que la tyrannie a inventé de plus infâme pour avoir des auditeurs, et pour forcer les citoyens craintifs à paraître de leur parti.

Et après tout cela, des hommes légers qui n'ont pas lu, qui ne connaissent point l'histoire de 1837, viendront dire : M. Globensky n'a pas dit vrai, il a calomnié les *patriotes*, et que sais je, grand Dieu !... Voilà comment on fait interpréter l'histoire aux ignorants et à certains hommes politiques, qui sont plus à plaindre qu'à blâmer.

D'ailleurs, et personnellement, je n'ai pas dirigé de censures acerbes contre les rebelles de 37. Je me suis contenté de citer l'histoire et de la commenter avec tous les ménagements possibles. Chénier seul a été désigné, nommé, et il le méritait.

D'un autre côté, M. David doit bien savoir que je ne devais pas aller m'inspirer à sa façon de, et

que je n'avais pas à lui demander la permission d'écrire un ouvrage qui ne lui a jamais été dédié.

Alors, que pouvait me faire à moi, qui suis l'adversaire de l'annexion aux Etats-Unis, l'opposition ou l'ire écarlate d'un écrivain contraire, qui est loin de représenter l'opinion de la Puissance ?

Il faut qu'il y ait chez M. David une dose de prétention ineffable, pour qu'il vienne protester contre un livre qui a le seul et malheureux tort de détruire ses illusions tendrement caressées, ses histoires de fantaisie qui n'ont réellement existées que dans sa prodigieuse imagination.

Si M. David vise à la célébrité, qu'il écrive de l'histoire vraie et non des récits faux, absurdes et controuvés. Enfin, tant pis pour lui si, après m'avoir gauchement attaqué, j'ai été forcé de lui prouver qu'il appartenait à l'école de certains hommes condamnés au Canada.

Mais ce qu'il y a de plus corsé dans les écrits dangereux de M. David, c'est qu'il veut prouver que les principes sur lesquels il s'est étayé approuvent les révolutions, et que par contre ses compatriotes doivent les approuver ; que le petit nombre chez un peuple a le droit de se révolter contre la défense de l'autorité, du clergé et de la majorité d'un pays. Enfin, qu'il est permis à quelques révolutionnaires de tout bouleverser un pays et de provoquer les horreurs d'une guerre civile. Voilà ce que l'on peut appeler des principes avancés et de la plus belle eau.

M. David et ses amis prétendent de plus que, sans 1837, nous n'aurions pas obtenu notre gouvernement responsable.

Mais, est-ce vraiment 1837 qui a obligé l'Angleterre à nous accorder cette réforme gouvernementale ? Je réponds avec d'autres : Non.

Le parti de 1837, le parti de la violence, le parti de la violation des lois et de la constitution a-t-il été le vainqueur ou le vaincu, et pouvait-il imposer l'ultimatum de ses prétentions, de sa volonté ? Non.

Le parti de la révolte de 1837 pensait-il réellement alors à demander un gouvernement responsable, ou ne pensait-il pas plutôt et uniquement, contre le gré du clergé et de la majorité du peuple, à établir dans ce pays une république américaine ? Oui, et tous les auteurs contemporains de cette époque s'accordent à proclamer et à prouver que les auteurs de cette audacieuse révolution, ne voulaient pas autre chose que d'implanter parmi nous des principes de républicanisme que le peuple avec le clergé repoussaient de toute leur force.

Dire que, sans 1837 nous n'aurions pas obtenu de gouvernement responsable, c'est proférer une grande erreur ; car, après la rébellion, personne n'osait lever la tête. Les rebelles humiliés par leurs désastres nombreux, n'avaient rien à demander ou à exiger des vainqueurs.

Pour les punir, on leur imposa l'acte d'Union avec la dette immense du Haut-Canada qui s'élevait à près de six millions de piastres, et on envoya de nombreuses troupes pour les maintenir dans l'ordre.

Ce n'est que cinq ans après 1837 et sous ce même acte d'Union que, à l'aide d'une politique sage, tempérée, conciliante, mais énergique et ferme, les représentants du peuple obtinrent ce gouvernement responsable, sans faire verser le sang de leurs malheureux compatriotes et sans guerre civile. D'ailleurs, j'ai traité victorieusement cette question dans mon livre et j'y réfère le lecteur.

Je me contenterai uniquement de reproduire l'opinion d'un jeune historien distingué, M. J. N. Carrier, fils d'un patriote de 37, qui, dans un ou-

vrage qu'il a publié récemment, dit : " On a porté
 " des jugements fort contraires sur l'insurrection
 " bas-canadienne, sur ceux qui poussèrent le peuple
 " à prendre les armes et en particulier sur M. Papi-
 " neau. Les uns ont prétendu que la prise des
 " armes était devenue nécessaire et que sans cela
 " nous n'aurions rien obtenu de l'Angleterre.
 " D'autres, au contraire, ont soutenu qu'en per-
 " sistant à faire des représentations au gouverne-
 " ment anglais, en persévérant dans les bornes de
 " la modération et de la légalité, nous aurions
 " obtenu aussi bien et plus vite ce que nous deman-
 " dions, savoir : La responsabilité ministérielle,
 " un conseil législatif électif ou du moins choisi
 " avec plus de discernement, en un mot, la répara-
 " tion des injustices dont nous avons si grandement
 " à nous plaindre."

Si ensuite je reproduisais toutes les lettres qui
 m'ont été adressées par des autorités ecclésiastiques
 et civiles, qui condamnent la rébellion et discutent
 cette prétention ridicule d'attribuer les bienfaits du
 gouvernement responsable au mouvement de 1837,
 je serais trop long ; mais je terminerai cette dis-
 cussion du gouvernement responsable avec le pas-
 sage suivant, renfermé dans une lettre qu'un prêtre
 aussi savant que distingué, M. l'abbé Tassé, m'écri-
 vait le 8 de février dernier :

" La rébellion d'une si faible portion des Cana-
 " diens en 37 et 38, sans préparatifs, sans armes ni
 " munitions, en dehors des limites du droit et du
 " devoir, malgré les avis de l'Eglise, accuse si
 " fortement l'impéritie des chefs et l'aveuglement
 " des partisans, qu'on ne peut que plaindre et
 " blâmer les uns et les autres.

" La lecture de notre histoire nous porte à croire
 " que, si les chefs de notre ancienne chambre
 " d'assemblée, pour obtenir le redressement des
 " vrais griefs, avaient, comme ceux de la chambre

sous le régime de l'union, admis la liste civile,
 " et lutté constamment sur le terrain constitu-
 " tionnel, ils auraient réussi comme eux.

" Mais aller former des assemblées populaires de
 " comté en comté, et souffler le feu de la révolte
 " dans l'esprit des masses, c'était le moyen d'amener
 " une catastrophe et nullement le redressement
 " des griefs."

Assez sur ce sujet et passons à un autre.

Dans les discours qui ont été prononcés lors de la fête de la Saint-Jean-Baptiste, a-t-on proclamé 1837-38 comme les plus beaux jours de la race canadienne française sur ce continent ?

Un char allégorique, des emblèmes de l'époque, ont-ils figuré dans ce grand jour de notre fête nationale ?

Non, cependant l'organisation de cette fête du 24 de juin 1884, subissait l'influence puissante d'un parti qui prône hautement la révolte de 1837. On a été même jusqu'à dire en certains lieux que cette manifestation du 24 juin 1884, était celle du parti libéral, et que c'est la raison qui a fait refuser d'y faire figurer le drapeau de Carillon. Comment s'expliquer que les admirateurs de 1837-1838 se soient bien donné garde de trop faire allusion à ces jours malheureux ? Le lecteur le comprendra avec moi, si spécialement il veut méditer les paroles suivantes, que je tire d'un discours qui a été prononcé en 1874, lors de la fête de la Saint-Jean-Baptiste, par un journaliste de renom, en réponse au toast " A nos gloires nationales " :

" Je dis que certaines luttes sont oubliées. Par exemple, ne croyez pas que les noms des victimes de 37 que vous lisez sur ces murs soient nos emblèmes du jour ; s'ils l'étaient, nous aurions mauvaise grâce à conjurer nos frères exilés de revenir au Canada. Nous respectons ces hommes de

"cœur, victimes de l'amour de la patrie ; mais ils
 "ne sont point les modèles de notre temps, et cela,
 "pour la bonne raison que nous sommes satisfaits
 "de l'attitude de l'Angleterre à notre égard. Nos
 "vrais modèles sont les grands parlementaires,
 "depuis Bédard, jusqu'à Cartier—le premier entre
 "tous — qui ont su chercher et trouver le salut
 "dans le développement régulier des libertés cons-
 "titutionnelles. 37 n'est pas une tradition. L'An-
 "gleterre, trompée pendant quelques temps, nous a
 "rendu justice, et maintenant le bonheur est
 "notre hôte habituel. La réunion actuelle est elle-
 "même un éclatant témoignage en faveur de nos
 "libres institutions."

Mais arrivons à la fameuse conclusion du livre
 de M. David, afin de ne pas fatiguer le lecteur, en
 lui répétant ce que j'ai écrit précédemment, tant
 dans mon livre que dans mon supplément et mes
 lettres.

En parlant du *Journal historique*, il simule encore
 d'en accorder la paternité à M. Désève tandis que
 je lui ai prouvé par les lettres de MM. les abbés
 Théberge, Verreau, Tassé, Guyon et une lettre
 écrite en 1838 par M. l'abbé Paquin, lui-même, que
 ce dernier en est absolument le seul et unique au-
 teur. Nier la vérité pour M. David, c'est péché
 d'habitude ou l'effet de l'illusion !

Je lui ai aussi déjà dit que la chanson qui agace
 tant ses nerfs n'a pas été chantée le 14 de décembre
 1837 par MM. Paquin et Desèves, et M. David
 pourra lire dans cette même lettre écrite par M.
 le Paquin en 1838 et publiée dans "*Canadien*" ce
 qui suit : "maintenant c'est ici le lieu de rectifier
 "quelques erreurs qui se sont glissées soit en
 "copiant, soit en imprimant. La petite chanson a
 "été mal placée ; dans le 1er manuscrit elle était
 "à la 1ère alarme."

Alors quand a-t-elle été donnée cette première alarme ? M. David doit le savoir ; c'est le cinq de décembre c'est-à-dire neuf jours avant la bataille et à une date où les insurgés ne pensaient point à combattre ; mais ce monsieur soutient avec une insigne persistance le contraire et défigure malicieusement les sentiments des prêtres qui la chanteront avant le 14, et qui pouvaient certainement l'entonner sans offenser l'attitude ridicule des malheureuses dupes qui fesaient, malgré eux et pour la forme la garde du camp des insurgés.

M. David jette ensuite la boue à pleines mains sur M. l'abbé Paquin. C'est réellement faire beaucoup d'honneur à ce prêtre aussi généreux que vertueux et aussi distingué que grand patriote. Ayant écrit dans mon livre, la biographie de M. Paquin, le lecteur pourra juger si cet apôtre vénéré méritait les éclaboussures de son immense insulteur.

M. David, qui insulte le livre de M. l'abbé Paquin, où il a puisé néanmoins à pleines mains, pour relater, mais à sa façon, la bataille de Saint-Eustache, dit qu'il n'y avait qu'une seule compagnie de volontaires, sous le commandement du capitaine Globensky, et qu'elle arriva à Saint-Eustache avec les troupes royales.

Il ne dit pas vrai.

Il y avait d'autres compagnies de volontaires, tant dans l'infanterie que dans la cavalerie, qui suivirent, elles seules, les troupes anglaises, et M. David doit le savoir, si toutefois il prétend connaître quelque chose sur les gens de troupes qui ont pris part à cette bataille.

La compagnie de mon père, comme je l'ai expliqué dans mon livre et comme M. Paquin l'a aussi narré, ne marchait point avec l'armée anglaise. Elle est partie seule du village de Saint-Martin et

elle est arrivée seule en face du village de Saint-Eustache, par une toute autre route. Plusieurs familles de Saint-Eustache, chassées par les rebelles, la suivaient de loin, afin de se faire protéger et afin de pouvoir rentrer dans leurs foyers.

Où, il y avait plus qu'une compagnie de volontaires dans l'armée royale ; mais M. David, le véridique historien, a la méchanceté d'essayer à faire planer sur les volontaires de Saint-Eustache (qui ont rendu de grands services, même aux rebelles, leurs persécuteurs) les quelques représailles qui ont pu être commises, soit par les troupes, soit par les volontaires, soit par les loyaux revenus dans leurs demeures envahies, et saccagées par les insurgés, et qui auraient pu tirer vengeance des dépredations ou des persécutions odieuses exercées contre eux.

Je prie le lecteur de lire mon livre et la brochure qui lui a fait suite. Il y verra ce qu'a été véritablement la compagnie des volontaires de mon père, avant, durant et après la bataille, et il se convaincra que M. David a voulu déguiser la vérité, afin de me donner quelques coups de boutoir. Comme c'est grand, comme c'est noble et comme c'est honnête !

Afin de faire connaître ce qu'est M. David et ce que sont ses récits imaginaires et controuvés, je prie le lecteur de lire les pages 50, 149 et 150 de son livre "Les patriotes de 1837-1838" où l'auteur donne un libre cours à son essor, à sa prodigieuse imagination et où il fait et raconte des récits divers sur la mort du Dr Chénier, et où il n'y a pas deux de ses racontages qui se ressemblent.

A la page 50, il dit un peu la vérité, mais il y a force amplification et exagération.

A la page 149, il fait parler un insurgé, l'*Ours Blanc*, un intéressé, un insurgé qui est mort depuis longtemps, qui n'a jamais laissé ou donné de déclai-

ration écrite, et il lui fait dire par des faiseurs d'histoires de bas étage, ce qui n'a jamais été fait.

A la page 150, c'est la *tradition* ou plutôt le bavardage qu'il fait parler, et il débite une infinité de mensonges odieux qui ont été colportés par les rues à propos de la prétendue mutilation du corps du Dr Chénier. Je m'étonne qu'il ait oublié les récits du bonhomme Payriard, de son scieur de bois, de cet habile faiseur de *scies* ! Oui, je m'étonne que M. David n'ait pas réédité ce qu'il publiait à son de trompe, le 14 de février 1878, dans le journal *l'Opinion Publique*, c'est-à-dire tant de contes à faire dormir debout que le vieux Payriard, le vieux farceur a fait avaler lestement à certains badauds qui sont habitués à gober tout ce qu'on leur chante.

Pourtant, j'ai bien prouvé l'atrocité d'une telle calomnie, tant dans mon livre que dans mon supplément, par des documents authentiques et les déclarations d'hommes honorables, absolument désintéressés ; mais mon méchant adversaire tient aux cancanes des hommes de peu ou de rien, et il connaît la fameuse maxime de Voltaire : mentons, mentons toujours, il en restera peut être quelque chose ! Oh ! c'est un grand historien que cet immense et naïf raconteur !

A propos des dépouilles du Dr Chénier, je dois reproduire ici une partie de la réfutation que j'ai publiée en mai dernier, en réponse à une lettre écrite ou plutôt signée par la veuve du Dr Chénier. Que l'on veuille bien lire ce qui suit, c'est madame Chénier, aujourd'hui madame Desrochers, qui parle en premier lieu :

" J'ai vu le docteur et j'ai eu un entretien avec lui quelques instants avant le combat. Je n'ai pas pu le voir après le combat. Je n'ai appris sa mort que le lendemain matin ; ma mère est venue me l'annoncer et me dire qu'il n'y avait pas moyen de l'avoir dans le moment ; que M. Laviolette, mon beau-père, allait sur veiller cela ; il

" n'a pu avoir la permission de Colborne que le troisième
 " jour après sa mort, avec ordre de l'enterrer dans la nuit.
 " Il a été enseveli dans un drap sans cercueil. M. Laviolette
 " et deux hommes ont pu l'enterrer sans que personne en
 " ait eu connaissance. Vous comprenez bien que je n'étais
 " pas disposée à le laisser enterrer comme cela.

" Au commencement de mars, j'ai prié mon beau-père
 " de vouloir bien m'accompagner au cimetière, vu que je
 " faisais exhumer le docteur. Je voulais le faire enterrer
 " d'une manière plus convenable; nous nous y sommes
 " rendus; je l'ai fait transporter chez moi; je lui ai décou-
 " vert le visage; il était absolument le même; le nez seul
 " était un peu écrasé par la terre.

" J'aurais voulu continuer à le faire ensevelir sous mes
 " yeux, afin de voir s'il avait été maltraité; étant bien
 " jeune et bien faible, mes forces et mon courage ont
 " manqué; ils ont été obligés de me transporter dans un
 " autre appartement. J'ai donné ordre de continuer de
 " l'ensevelir. M. Laviolette était présent. Quand tout a été
 " fini, je suis allé le voir, et voyant qu'il était bien, nous
 " sommes allés l'enterrer."

Que dit le Dr J. Farnden, le chirurgien du régiment, qui
 a fait l'autopsie et qui réduit en poussière tous les men-
 songes atroces qui ont été débités à propos de la profa-
 nation supposée du corps du Dr Chénier? Il dit à la fin de
 sa déclaration: " Ensuite, je suggérerai à un curé présent
 combien il serait convenable de l'enterrer."

Que dit le Dr James Bowie, chargé de l'hôpital et des
 dépouilles du Dr Chénier? " As soon as possible we notified
 his friends asking them to take away the body, but so
 great was the panic which existed that for more than two
 days, I think, no one would acknowledge any connection
 with the deceased. At last, J. B. Laviolette, I think, it was,
 came and took the body and had it interred."

M. l'abbé Paquin, dans son ouvrage historique comme
 dans ses mémoires autographes et inédits, ne dit-il pas que
 le corps du Dr Chénier, porté à l'auberge Addison, fut
 ouvert par les chirurgiens, pour s'assurer de la cause de sa
 mort, qu'il est faux que ses restes aient été mutilés et que
 les choses furent faites avec décence, etc., etc.?

Maints déclarants ne prouvent-ils pas la même chose?

Alors, puisque ce sont les parents ou les amis de Mme
 Chénier qui ont été priés d'enlever et qui ont enlevé le corps
 de son mari, pourquoi ne l'ont-ils pas enterré convenable-
 ment, comme le suggéraient les Drs Farnden et Bowie?

Pourquoi cette Mme Desrochers a-t-elle, elle-même, attendue jusqu'au commencement du mois de mars suivant, c'est-à-dire trois mois, pour le faire exhumer puisqu'elle le savait sans cercueil ?

Les reproches sont donc injustes et ils tombent à plat de bien haut !....

Cette Mme Desrochers dit que Sir John Colborne n'a voulu donner la permission d'enterrer son mari que trois jours après sa mort.

Quoique cette allégation soit gratuite et de bien peu d'importance, elle pêche néanmoins ; car sir John n'était pas alors à Saint-Eustache, et il n'avait rien à faire dans cette question d'absolu et petit détail. Les autorités militaires laissées à Saint-Eustache par Son Excellence, avaient seules le droit de décider ou d'ordonner, et puisque le chirurgien du régiment des Royaux disait "combien il serait désirable de l'enterrer," il ne tenait donc qu'aux proches du défunt de faire respecter le cérémonial des convenances et de rigueur.

Bref, il est donc prouvé que le corps du Dr Chénier a été livré à ses amis, à son épouse et s'il n'a pas été traité convenablement, à qui la faute ?

Alors que l'on ne vienne donc pas insinuer faussement que les autorités auraient été la cause de cet enterrement indécent. Oh ! si les autorités militaires eussent jeté le corps du défunt, du chef, dans un trou et sans cercueil, c'est alors qu'elles auraient été vouées à toutes les gémonies et couvertes d'opprobre !.....

Mais une chose qui me frappe est celle-ci : Comment se fait-il que cette dame Desrochers, *qui a fait transporter le corps de son mari chez elle, qui lui a découvert le visage et qui l'a fait ensevelir sous son toit*, ne confirme point le témoignage des fous menteurs qui font mutiler et profaner les restes du Dr Chénier ? On n'y a pas pensé sans doute !...

Comment se fait-il aussi que cette dame Desrochers, que l'on fait intervenir après 47 années d'un drame sanglant, ne soit pas intervenue en 1838, pour protester contre le livre historique de M. l'abbé Paquin ? Parce qu'elle ne l'eût pas osé alors et qu'on le peut impunément aujourd'hui, devant une nouvelle génération qui ignore ce qu'a été véritablement 1837.

On fait dire ensuite à cette dame Desrochers que son mari était *doux, paisible, affable et bien populaire*.

Je regrette d'avoir à dire que M. l'abbé Paquin affirme absolument le contraire, et je réfère le lecteur à son ou-

vrage historique comme à ses mémoires autographes, où il fait le véritable portrait du Dr Chénier ; mais d'un autre côté, je louange l'épouse qui défend et élève les mérites vrais ou supposés de son époux.

Quant aux gracieusetés que l'on fait dire à cette dame Desrochers sur mon compte, je les lui pardonne de grand cœur, car elles ne peuvent me blesser. Et quand elle saura qui je suis et que j'ai été obligé de défendre la mémoire de mon père injustement et honteusement attaquée en 1875, elle regrettera ses excès de langage et d'expressions qu'on lui a fait débiter, et qui ne peuvent sortir de la bouche d'une dame de bonne extraction.

Que cette dame Desrochers veuille bien me permettre de lui rappeler que si j'ai fait dans mon livre la biographie du Dr Chénier, je la termine par les deux alinéas qui suivent. Ces quelques mots lui feront voir, ainsi qu'à mes insulteurs de bas étage, que si j'ai blâmé le Dr Chénier, pour avoir été la cause de tous les malheurs qu'il a attirés sur la malheureuse paroisse de Saint-Enstache, je n'ai pas insulté sa mémoire à l'instar de ceux qui ont insulté celle de mon excellent père, d'un père qui a pourtant fait ses preuves comme gentilhomme et comme soldat.

Voici comment je termine cette biographie du Dr Chénier :

" Ne troublons pas les cendres d'un homme qui, sans doute, était embrasé par le feu du patriotisme ou par un attachement indomptable à ses convictions.

" Et, partisans comme adversaires, respectons la mémoire d'un malheureux qui, victime de la position qu'il s'était faite, est tombé sur un champ de bataille. Celui qui reçoit pour quelque cause que ce soit la palme du martyr, a droit au respect de tous."

N'est-ce pas que ce langage est plus digne que celui que l'on a mis dans la bouche de cette madame Desrochers ? Enfin, je défie qui que ce soit d'accuser mon livre d'une seule insulte à l'adresse de ceux qui y figurent. J'ai parlé comme historien, j'ai narré la vérité historique, c'était mon devoir et mon droit.

Un homme célèbre dit : " Le fondement de l'histoire est la vérité et ce n'est pas la rapporter fidèlement que d'en supprimer une partie..... C'est une espèce de mensonge que de ne dire la vérité qu'à demi. Personne n'est obligé d'écrire l'histoire, mais quiconque l'entreprend s'engage à dire la vérité toute entière."

Mais que l'on sache, cependant, que j'ai écrit l'histoire

de 1837 avec ménagement, avec la plus grande délicatesse, et si j'ai cité les appréciations sévères des contemporains de l'époque, c'est que l'on m'y a forcé et pourtant, moi, je me suis retenu dans les bornes d'une réserve et d'un mutisme absolu à l'égard de certains hommes. Oh ! si j'avais voulu parler, que d'accusations blessantes n'aurais-je pas pu porter et prouver ! Mais mes adversaires ne m'en ont pas même tenu compte !.....

Une fois pour toutes, qu'il soit bien entendu que je ne répondrai pas aux grossières et inqualifiables insultes que mes nombreux et vaillants adversaires pourraient déverser sur moi, sur le clergé et tous ceux qui ont approuvé mon livre. Ils peuvent essayer à m'éclabousser, mais ils n'y réussiront point.

M. David connaît-il la mission, le devoir d'un historien ? Ne sait-il pas qu'entre l'historien et l'écrivain d'une gazette, il n'y a pas de ressemblance frappante ? Ne sait-il pas que l'historien ne doit écrire que l'histoire vraie, authentique et non des histoires glanées sur la voie publique. Ne sait-il pas qu'il ne faut pas être battu par les passions politiques, par des aspirations déréglées ?

Bibaud, Garneau et autres se sont-ils rendus coupables de telles erreurs, de telles faiblesses ? Non, tous les hommes instruits et honnêtes nous disent que : "l'écrivain partial (comme M. David) s'étendra sur les faits qui lui plairont et taira les autres, ou les noiera dans des déclamations ou des divagations hors de propos, comme pour jeter de la poudre aux yeux de ses lecteurs. Il faut se prémunir contre l'esprit de parti et de vengeance. La jeune génération en lisant de tels auteurs n'y pourrait guère puiser que des idées erronées, des opinions exagérées, une éducation politique déplorable. L'historien ne doit pas écrire avec violence, avec malveillance et ne doit pas se livrer à des personnalités inutiles et étrangères à l'instruction que l'on doit au public."

Tous ceux qui ont lu mon livre, m'ont félicité

sur le ton de modération avec lequel je l'ai écrit. En effet j'ai eu la prudence et la sagesse de faire taire mes sentiments froissés et de n'offenser qui que ce soit. J'ai été un peu sévère à l'égard du docteur Chénier, qui le méritait comme je l'ai déjà exprimé dans mon livre et mes lettres, mais je me suis bien donné garde d'insulter sa mémoire. M. David peut-il en dire autant, et peut-il se glorifier de ne pas avoir insulté la mémoire de mon père, l'origine de ma famille qui vaut certes bien celle de tous les David passés et présents.

Peut-il aussi se glorifier d'avoir respecté les mandements des évêques, les lettres des sommités religieuses et laïques ? Pauvre historien, comme il est condamné par les chefs de 1837-38, qui ont condamné la rébellion avant de mourir, il trépigne, il enrage et va jusqu'à dire qu'ils avaient le droit de mentir avant de comparaître devant Dieu ! Voilà certes de la doctrine orthodoxe, élastique et bien libérale !.....

M. David en terminant son livre dit à tous ceux qui désapprouvent la rébellion qu'ils *ne savent ce qu'ils font*. C'est raide, c'est fort tendu mais non pour la corde d'un annexionniste, d'un démocrate. Si je disais à M. David qu'il faut être propre à tout et propre à rien pour écrire de telles insanités, il ne serait peut-être pas content. Cependant, il n'aurait pas volé le compliment, car *insulter des hommes aussi instruits que hauts placés dans l'Eglise et dans l'Etat, qui ont approuvé mon livre, c'est pousser l'insolence au radicalisme !....*

Que M. David soit approuvé, louangé même par certains hommes qui sont allés se faire inoculer aux Etats-Unis le virus républicain, qui sont les agents, les interprètes des yankees, des propagateurs de l'annexion, tout cela est naturel, même connu et bien compris.

Mais M. David flanqué de ces hommes qui re-

présentent une école comme il en existait une semblable en 1837, ne se nomme point légion. Non, elle n'est pas même une toute petite puissance à laquelle on doit attacher la plus légère attention.

La légitimité, la vitalité, les sentiments nationaux reposent dans l'autorité de l'Eglise, de l'Etat et je défie M. David de citer un seul homme haut placé, spécialement dans la hiérarchie ecclésiastique qui approuve ses écrits annexionnistes, révolutionnaires et républicains.

Quant à moi, pour avoir combattu de tels sentiments, de telles aspirations, j'ai été insulté par M. David, par ses grands amis, et je dois m'en moquer. J'ai pour moi l'immense satisfaction d'avoir été approuvé et louangé dans la publication de mon livre, non seulement par le haut clergé et tout le clergé, mais aussi par les hommes les plus haut placés dans l'échelle sociale comme par ceux qui représentent le sol, la stabilité et le respect des lois.

Cependant, comme je suis en cause plus que jamais et puisque je suis traduit par M. David, non au ban de l'opinion publique qui n'a jamais pris au sérieux mon agresseur, mais à celui de certains hommes avec lesquels je ne marche point, je veux bien rappeler au lecteur les accusations nouvelles, les plus saillantes que ce M. David a bien voulu porter contre moi, afin qu'elles soient consignées dans la nouvelle brochure que je vais publier à l'aide des présentes et qui apportera le complément à mon livre.

Je me réserve en même temps le privilège d'établir le degré de différence qui existe entre l'accusateur et l'accusé. Le public jugera ensuite et dira quel est celui de nous deux qui reflète les sentiments véritables tant du clergé que de la population saine, paisible et loyale du Dominion.

Commençons la kyrielle ennuyeuse de ce plat nouveau d'accusations, que je veux insérer dans ma brochure, afin que durant et après ma vie, l'on sache distinguer l'erreur d'avec la vérité.

Ce qui m'a le plus vexé, c'est que mon accusateur a malicieusement insinué que l'on m'avait aidé à corriger mon livre, et que j'étais un bureaucrate.

Voici ma réponse à ces deux accusations mensongères.

Le lecteur qui a suivi avec attention et impartialité la discussion que M. L. O. David a soulevée, à propos de mon ouvrage sur les événements de 1837, a dû se convaincre que mon adversaire a été d'une faiblesse lamentable, tandis que j'ai soutenu non-seulement l'importance comme l'authenticité des faits historiques relatés dans mon livre, mais j'ai renversé de fond en comble tous les écrits et attaques frivoles de mon contradicteur qui, parfois, ont frisé plus que la hardiesse excessive.

Ma réplique victorieuse, les lettres, mandements et documents importants qui l'accompagnent, émanés de la plume des sommités religieuses et laïques, auraient dû détruire, il me semble, les illusions de M. David; mais hors des illusions, point de salut pour M. le visionnaire.

Il s'en prend à tout le monde. Son esprit est en pleine villégiature, il frappe d'estoc et de taille. Monseigneur Lartigue, le clergé et M. J. C. Taché sont les points de mire sur lesquels il tire à boulets rouges; mais heureusement qu'il ne sait tirer qu'à poudre et que son pistolet fait toujours long feu!...

Furieux de voir que mon ouvrage est approuvé par les premiers historiens du pays, il enrage, il insulte M. Taché, cessant qui a été fait chevalier de la Légion d'Honneur, cet ami du clergé et de son pays, ce gentilhomme aussi parfait que considéré, et il le traite de *momie égyptienne*. Quel luxe d'argumentation! Quel savoir-vivre!... De telles eclaboussures n'atteignent point!.... Je souhaite cependant à M. David, ce *bel Adonis*, de se débarrasser de sa pelure, tant au physique qu'au moral, puis de se revêtir de l'enveloppe de M. Taché et il subira une métamorphose qui ne nuira point à son immense individu.

M. David en veut en sus aux bureaucrates et il me donne comme le champion de la bureaucratie. Il faut être bien à bout d'arguments ou vouloir courir la prétentaine, pour sauter sur une telle corde qui ne me regarde en aucune manière.

M. David n'a pas le droit de me décerner le nom de *bureaucrate*, pas plus à moi qu'à ma famille, car je ne connais pas un seul Globensky, qui ait figuré alors, c'est-à-dire en 1837, dans les bureaux du gouvernement comme employé.

Conséquemment, nul de mes proches n'a pu être influencé par les faveurs qui ont un si puissant ascendant sur les consciences élastiques. M. David, seul, a droit à ce titre de bureaucrate, puisque, naguère, il a été l'employé du gouvernement. D'ailleurs, le titre de bureaucrate n'est pas une tache, et si je nommais les Taché, les Sulte, les Garneau, les De-Celles, les Dunn et tant d'autres qui prêtent leurs talents aux gouvernements, je crois qu'il y en a plusieurs qui sortiraient de leur sphère pour entrer dans celle de ces hommes distingués.

Ma famille, en 1837 comme en 1838, marchait avec le parti constitutionnel, avec le clergé, avec la très grande majorité du pays qui tous répudiaient des révolutionnaires ineptes, l'établissement en ce pays d'une république anti-canadienne et anti-nationale.

"Sans leur opposition (des prêtres et des bureaucrates) les patriotes auraient peut-être réussi, ajoute M. David.

Mais qu'il lise donc mon livre, et il y verra, à quoi ils raient réussi!... A nous noyer, nous canadiens-français, au milieu de la nation américaine qui véritablement n'est pas une nation homogène et de race, mais bien une multitude composée de tous les peuples. Notre langue, nos traditions françaises, en un mot tout aurait été prdue. Et voilà pourquoi, les bureaucrates ou plutôt les *constitutionnels avec les prêtres de ce temps*, comme les désigne M. David, n'ont pas voulu laisser perpétrer un tel acte de trahison, et avec M. David je dirai : *Sans leur opposition les patriotes auraient peut-être réussi à couronner cet acte anti-patriotique.*

Ce monsieur qui est mécontent du résultat de la discussion qu'il a soulevée sur les événements de 1837, veut se venger coûte que coûte. Il a déjà insinué, me dit-on, et il insinue encore malicieusement, dans sa *Tribune* du 19 d'avril courant que M. Oscar Dunn aurait été prié par moi, de revoir ou de corriger le livre que j'ai publié sur la rébellion de 1837.

Voilà, certes, un avancé nouveau qui peut servir de pendant aux gracieusetés de haut ton de M. David.

Ce monsieur devrait être le dernier à répandre une telle calomnie.

Lui, auquel j'ai adressé maints écrits, tant pour la *Tribune* que pour d'autres journaux, sait, si j'écris moi-même mes correspondances ou si je suis *assez vil*, pour aller quêter la plume d'autrui.

Comme personne n'est juge dans sa propre cause, j'ai prié M. Oscar Dunn, mon parent, à l'instar de tant d'autres qui soumettent des écrits importants à un arbitre compétent, de vouloir bien juger mon ouvrage qui n'était pas une publication ordinaire ; mais jamais je ne l'ai prié d'en corriger la teneur ou la forme, et je jure sur l'honneur qu'il n'a jamais perpétré pour moi un acte qui ne m'eût pas honoré.

Je l'ai déjà avoué et très souvent : je n'ai jamais eu la prétention de viser au titre d'écrivain et je préfère avoir moins de style et conserver mon titre de gentilhomme. Enfin, je ne suis pas comme M. David qui s'exprime toujours de façon à faire croire que, la forme doit l'emporter sur le fond.

D'ailleurs, si l'on veut bien ouvrir mon livre à la page 292, en lira ce qui suit :

" Avant de terminer mon ouvrage, je répéterai bien volontiers que la partie littéraire laisse à désirer et qu'elle prête le flanc à la critique.

" Néanmoins, j'espère que les écrivains m'accorderont leur bienveillante indulgence, sachant que celui qui n'a pas le talent et la prétention d'écrire, mais qui se fait auteur uniquement pour défendre la mémoire vénérée d'un père, n'a guère d'aise à écrire avec élégance une langue aussi telle et aussi difficile que la langue française."

Monsieur l'abbé Guyon, qui, six ans avant la publication de mon ouvrage, a lu attentivement tout mon manuscrit, indigné d'apprendre que l'on faisait courir les bruits que M. Dunn y avait mis la main, me conseilla et tout dernièrement de démentir cet ignoble mensonge. Et si on avait l'audace de soutenir une telle calomnie, je publierais son témoignage ainsi que celui d'autres qui prouveront que mon livre publié est le véritable mot à mot de mon manuscrit, sauf quelques retranchements que M. Dunn m'a conseillé de faire ; mais qui, d'après moi, n'auraient pas dû l'être cependant.

Mon livre "La rébellion de 1837" ne brille point par le style, je le sais, mais il m'appartient et je défie qui que ce soit de venir dire ou prouver que M. Dunn ou un écrivain quelconque m'aurait fait l'aumône de son savoir ou de son aide. D'ailleurs la plume élégante et distinguée de M. Dunn n'est pas la mienne, et il est facile de constater que ce monsieur n'est pour rien dans mon ouvrage.

M. David, le grand écrivain, qui me charge à mitraille et de sottises, mais qui bourre ses armes déloyales de calomnie, croit-il, lui, qu'il n'aurait pas eu besoin de faire revoir et juger ses lettres ? Oui, et s'il l'eût fait, il n'eût pas écrit à l'aventure et il se fût épargné l'humiliation de se prendre à ses propres erreurs...

Jamais je le répète, je n'ai eu la bassesse d'aller mendier la plume de mon voisin, pour écrire les nombreuses correspondances que j'ai publiées, sur divers sujets, dans les journaux de cette province.

Je mets au défi qui que ce soit, de venir dire que parmi les écrits que j'ai publiés et qui me forcent à énumérer un seul iota, une seule phrase ne m'appartiendrait pas. En voici la liste :

Ma "Causerie Agricole" publiée dans le *Nord*, en Juillet 1864, formant 5 numéros.

Ma "Correspondance" sur la fondation du journal *Le Nord*, publiée en 1861.

"Pouvoir de la chaux", publié en 1865.

"Culture du lin", publié en 1861, formant trois numéros du *Nord*.

Neuf longues correspondances publiées dans les journaux de Montréal, en 1868 et 1869, sur le chemin de fer du Nord.

Adresse présentée à Monseigneur Fabre, le 15 Septembre 1873, publiée dans le *Monde*.

Mes lettres d'Europe, envoyées à M. l'abbé Guyon, publiées en 1873.

Je passe une polémique publiée en 1873.

"Bleu, Rouge, Blanc" écrit, publié en 1874 dans l'*Opinion Publique*, qui m'a entraîné à répondre longuement au rédacteur du *National*.

"Le gouvernement fédéral" publié en 1875, dans le *Monde*.

Trois autres lettres, publiées en 1875 sur divers sujets, entr'autres sur 1837 dans le *Monde* et la *Minerve*.

"Catholicisme et protestantisme" publié, en 1876, dans la *Minerve*.

Plusieurs lettres publiées en 1876, dans la *Minerve* sur ma résignation aux Communes.

Mes longues et nombreuses lettres, sur la banque Jacques-Cartier, publiées en 1877 dans la *Minerve*.

Adresse à Lord Dufferin, présentée à Sainte-Thérèse et publiée en 1878, dans le *Monde*.

D'autres, publiées en 1878, sur Pie IX et sur d'autres sujets.

"Tracé par Terrebonne" publié en 1878, dans le *National*.

"Méditations politiques" formant deux numéros assez volumineux, écrit publié en 1878 dans le *National*.

"Seul moyen d'apaiser, etc," publié en 1878 dans le *National*.

"Tracé par Terrebonne" publié en 1878, dans le *National*.

Passe d'armes avec le *Monde*, en 1878.

"Inconstance du Peuple" publié en 1878, dans le *National*.

Cinq autres correspondances, sur divers sujets, publiées en 1878 ?

" Adresse au Marquis de Lorne et à Son Altesse Royale " publiée en 1878, dans le *National*.

" Le Héros de Chateauguay " plusieurs lettres à propos de son monument, publiées en 1879.

" Encourageons le talent " deux numéros, publiées en 1879 dans la *Patrie*.

" Rendre à César ce qui appartient à César, " publié en 1879 dans la *Patrie*.

Discussion avec le *Monde*, en 1879.

" Coalition et le sens véritable de ce mot " publié en 1879 dans la *Patrie*.

" Courte dissertation sur l'union législative, l'Annexion, l'Indépendance et la Royauté. " Cet écrit assez accentué, a été présenté aux lecteurs de l'*Opinion Publique*, par M. L. O.

David, alors qu'il en était le rédacteur ; cet écrit y fut publié en janvier 1880.

Plusieurs lettres, publiées en 1880, sur divers sujets, entr'autres sur le chemin de fer, sur l'embranchement de Saint Eustache, sur Saint-Eustache et ses avantages, etc., etc., etc.

Adresse présentée à l'honorable Chapleau et aux délégués français, en visite à Saint-Eustache, en l'année 1880. M. David en était.

" L'Union, etc., etc., " publié, en 1880, dans la *Tribune*.

" Pas d'union ! Pas de coalition " publiée dans le *Monde*, en 1881.

M. David complimente ces deux derniers écrits dans la *Tribune* du 14 mai 1881, et il termine par l'alinéa suivant :

" Nous le remercions (M. Globensky) de ses bonnes paroles à notre égard et nous le prions de croire que les éloges d'un homme comme lui sont une compensation pour les injures que nous avons essuyées pour avoir voulu exprimer des idées qui ne font pourtant de mal à personne. "

Que les temps sont changés ! Mais je dois admettre, en effet, que M. David ne devait pas me connaître alors ; car il n'eut jamais dit : M. Globensky est bien connu par son patriotisme, son indépendance et sa respectabilité. "

" Le Conseil Législatif et *La Minerve* écrit qui m'a suscité l'honneur d'avoir pour contradicteur le rédacteur en chef de *La Minerve*, auquel j'ai été obligé de répondre par trois longues réponses sur le cens d'éligibilité. Ces lettres ont été publiées dans *La Minerve* en 1881.

" L'union, " écrit publié dans la *Patrie*, en 1881.

Plusieurs autres lettres, sur divers sujets, publiées dans la *Patrie*, en l'année 1881.

"Français et Canadiens-Français," publiés dans la *Patrie*, en 1881.

"Union" publié en 1881, dans la *Patrie*.

"Lettre sur la culture améliorée" publiée en janvier 1882, et offerte en prime et dans un supplément, par le journal *Le Nord* à ses abonnés.

Plusieurs lettres sur le chemin de fer, publiées en 1882.

"L'esprit de parti et son école" publié en 1882, dans la *Tribune*.

"Qualification foncière et suffrage universel" publié en 1882.

"Abstention" écrit publié en 1882, dans la *Tribune*.

"Fruit d'une politique de parti" publié en 1882, dans la *Patrie*.

"Les derniers sont les premiers" publié en 1882, dans la *Patrie*.

"Le jour de l'An" publié dans la *Patrie*, à la fin de décembre 1882.

"Le conseil Législatif, etc, etc" publié en 1882, dans la *Patrie*.

"Les agioteurs et le XIX siècle" publié le 30 décembre 1882, dans la *Patrie*, ainsi que quelques autres lettres.

Sur l'*Union* lettre publiée, en 1883, dans la *Gazette de Sorel*.

"La discorde, le dénigrement, le scandale et pas d'union" publié, en 1883, dans la *Gazette de Sorel*; ainsi qu'un autre écrit publié un peu plus tard dans le même journal.

"Comté des Deux-Montagnes" pour refuser la candidature, publiée le 28 novembre 1883, dans la *Patrie*.

"L'accident de chemin de fer à Saint-Martin" publié en 1884.

Puis mon livre "La rébellion de 1837 à Saint-Eustache" ainsi que des lettres à l'adresse de M. David, publiées en 1884.

Dans les écrits que je viens de signaler plus haut, peut-on dire ou supposer qu'un écrivain complaisant m'aurait aidé à les rédiger ou à les corriger? Non je le nie emphatiquement et sur l'honneur.

Dans ma réplique à M. David, qui a paru sous forme de supplément de la *Minerve*, on m'a aidé, non à corriger la plus grande partie de ce que j'ai écrit et rédigé moi seul; mais on m'a aidé à mettre de l'ordre dans mes nombreux manuscrits et à supprimer une longue revue que je faisais de la critique de M. David, qui n'aurait pu entrer dans le cadre trop restreint d'un supplément. Enfin j'ai cru devoir permettre qu'on en fasse une analyse. De plus, je dois ajouter que tous les documents qui figurent dans ce supplément de la *Minerve*, sont le fruit de mes recherches et de mon seul travail. Le fait

seul que je suis allé à la *Minerve* pour y porter 12 à 15 articles bien comptés par un des employés à la typographie et que je voulais publier deux ou trois jours avant la dernière lettre de M. David, prouve que je n'ai pas la triste habitude de faire tenir ma plume par un autre.

Je dois avouer que j'ai différé d'opinion avec M. Dunn sur certaines questions que j'ai développées dans mon livre, spécialement sur le vote des subsides. Certains députés de l'ancienne Chambre exigeaient que ces subsides fussent votés *item* par *item*, tandis que d'autres voulaient qu'ils fussent votés *chapitre* par *chapitre*, et j'approuvais ces derniers spécialement parce que la constitution ne le permettait point et qu'il fallait qu'elle fût amendée.

Je dois aussi avouer qu'à la page 54 de mon livre, cinq lignes du second alinéa ont été rédigées par M. Dunn, parce qu'il me conseillait de ne pas prendre la responsabilité de certaines appréciations de M. Paquin ; mais je me refusai d'admettre tout ce que contenait cet alinéa et j'en rédigeai la dernière phrase.

A part ces quelques futilités d'aide ou de suggestion, je n'ai aucune souvenance que M. Dunn aurait collaboré pour moi ou aurait corrigé mon livre.

D'ailleurs mon style et mes notions littéraires, quels qu'ils soient, sont assez connus, puisque je ne puis rien écrire et conserver l'incognito. Alors, l'on ne doit donc pas confondre ma plume avec celle de M. Dunn qui l'emporte et de beaucoup sur la mienne. Cependant je suis fier de la méprise et je n'aurais jamais cru que l'on aurait pu me faire une telle réclame.

Dans la présente lettre que j'écris à l'épouvante et qui ne brille point par le style, je le sais, va-t-on dire que M. Dunn ou un autre m'a aidé à la rédiger ?

Si je n'ai pas l'habitude de trier mes mots et d'éplucher mes phrases, que l'on ait donc au moins la pudeur de ne pas me classer parmi les misérables plagiaires qui s'approprient les ouvrages et les labeurs d'autrui.

Et d'ailleurs, M. David le sait aussi bien que tous ceux qui me connaissent, que je n'ai jamais été un tel misérable. Grand Dieu ! ce monsieur m'a causé assez d'ennui, de travail et de recherches, sans qu'il vienne me faire une telle injure ! Et pour lui prouver que je suis moins violent et moins rancunier qu'il semble vouloir le faire croire, je lui pardonne ses violences de langage, ses écarts regrettables ; car enfin, il faut pardonner à celui qui s'est trompé et qui, sans réflexion, s'oublie et se met hors du droit chemin.

En terminant cette lettre déjà assez longue, je dois ajouter que si M. David avait été assez sage, pour reconnaître tous

ses torts et s'il n'avait pas essayé à répliquer avec autant d'aigreur, d'insolence et de mauvaise foi, je l'aurais pris en pitié et je ne serais pas sorti de ma réserve ; mais son attitude olympienne et ridicule, m'a forcé à le faire sortir de ses gonds.

Après avoir réduit en poussière les deux accusations insignifiantes qui précèdent, je vais citer les autres accusations formulées par mon charmant adversaire.

" M. Globensky est un Prussien ; il a eu tort d'écrire un livre ; enfin, c'est un royaliste, un aristocrate et sa prose est nauséabonde."

Que l'on veuille bien lire ma réponse à cette bordée ridicule :

M. David est tombé de fièvre en chaud mal. Après avoir insulté Mgr Lartigue, les prêtres, M. Taché et tous ceux qui ont approuvé mon livre, il cherche à trouver un dérivatif à sa déconvenue, en essayant à jeter sur moi le trop plein de sa bile, de son venin. Il est chaviré par le chagrin, et tout cela parce que je l'ai obligé de dire adieu à ses songes, à ses rêves.

Je suis un Prussien, un bureaucrate, un aristocrate, et que sais-je, Grand Dieu ! Il n'y a que mon titre de Polonais qu'il ait oublié.

Le savant historien ignore sans doute que la Pologne touche à la Prusse polonaise. Il ignore aussi la lutte terrible et sanglante qu'eurent à essuyer les Polonais pour rester catholiques et Polonais, au milieu des persécutions odieuses qui leur furent toujours suscitées par la Russie. Il ignore de la même manière que Napoléon 1er fit de la Prusse polonaise le grand duché de Varsovie qu'il confia au roi de Saxe, Frédéric-Auguste, qui combattit vaillamment pour faire triompher la nationalité polonaise. Il ignore certainement aussi que ces Polonais de la Confédération germanique furent les plus dévoués comme les plus vaillants soldats de Napoléon 1er et qu'ils formaient un corps d'élite, sous les Dombrowski, les Poniatowski qui valaient bien M. David. Ma famille, comme toutes les familles polonaises, qui avaient reçu des sympathies spontanées du roi de Saxe et des Etats germaniques, lorsque la Russie voulait les écraser, furent toujours fidèles à leurs généreux auxiliaires et protecteurs.

Ce M. David sait-il pourquoi mes ancêtres, mon aïeul et leurs descendants ont porté les noms propres d'Auguste,

de Frédéric ? Par reconnaissance et pour conserver le souvenir de leur grand roi, Frédéric-Auguste, le plus fidèle allié de Napoléon, qui combattit également la Russie comme la Prusse, et qui fut tant regretté par tous ses sujets.

Alors, rien d'étonnant qu'une partie de ma famille se soit fixée en Allemagne et que mon bisaïeul ait fait partie de l'ambassade royale à Vienne, lors de la guerre de sept ans.

Rien d'étonnant aussi que son fils, mon aïeul, qui portait les prénoms d'Auguste et de France, en mémoire de deux pays que ma famille affectionnait tant, ait été fait chirurgien à l'âge peu avancé de 21 ans dans l'armée royale, et qu'il soit venu au Canada dans les troupes allemandes auxiliaires de la Grande-Bretagne. Il fallait qu'il *fut quelque chose*, ce Prussien, ce bureaucrate, cet aristocrate, pour occuper une aussi haute position, et qui devait valoir certainement celle qu'occupe actuellement M. David.

Le sang généreux de la Pologne, mêlé au sang d'une canadienne-française pur sang, vaut bien celui de M. David.

Admettons même que je sois Prussien. Serait-ce un crime, une honte ? Si la Prusse, vaincue autrefois par la France, est aujourd'hui son adversaire et si les armes allemandes ont été en dernier lieu victorieuses, est-ce une raison de mépriser ce grand peuple dont les souverains sont alliés à toutes les puissances du monde.

La reine d'Angleterre, qui s'est mariée à un prince allemand, qui a marié ses enfants à des Allemands, à des Prussiens, serait donc une souveraine méprisable, et M. David ne voudrait sans doute pas entrer dans une telle famille !

Les millions de catholiques et de Polonais qui font partie de la Prusse ou de la Confédération germanique, sont donc des êtres méprisables ?

Quand la Prusse était l'alliée de la France, sous le *Consulat*, sous l'*Empire* et même sous le *Directoire*, était-elle alors méprisable ? Et la France, elle, qui était aussi son alliée, était donc méprisable aussi ?

Les Allemands, nés au Canada, qui ne sont Allemands que de nom, qui sont presque tous de bons Canadiens, aussi bons que M. David, seraient donc des parias ?

Si pour être anti-canadien et annexionniste, il faut être Prussien, M. David, le serait donc au premier degré ?

Puisque l'un de ses parents signe *Davis* et parle généralement l'anglais, M. L. O. David serait-il certain d'être, lui-même, canadien-français ?

Ce pauvre homme, ce grand discoureur, ce grand polémiste est bien à plaindre, et le désir de se venger lui a fait tourner la tête.

Ce monsieur a enrayé sur une pente glissante, la personnalité, et cela avec un fond d'humeur noire, parce qu'il n'a pas pu trouver un biais pour sortir d'embarras et il m'a obligé malgré moi de le ramener à la raison.

Un mot maintenant à propos de l'opportunité de la publication de mon livre. Certains personnages avec M. David ont dit: "M. Globensky n'avait pas besoin de venger la mémoire de son père."

Il y a des gens, je le sais, qui ne tiennent point à la solidarité de la famille, et cela se comprend; mais pour une personne qui sait que l'héritage du nom d'une famille n'appartient pas à l'un de ses membres, mais à toute la famille, et que nul n'a le droit de le salir ou de le brocanter, c'est un devoir de venger ce nom, quand il est attaqué, et voici ce qu'un homme bien renseigné m'écrivait à ce sujet:

"Vous me demandez mon opinion " sur l'opportunité de publier la défense " de feu M. votre père.

"De fait, après la guerre déloyale et diabolique que l'on vous a faite en 1875, la publication ne peut être mise en doute. Qui doit défendre la mémoire attaquée d'un père dans des actes importants, si ce n'est pas son fils. L'homme individu meurt, mais l'homme famille se perpétue. L'honneur des ancêtres est notre honneur, leur joie la nôtre, leur peine la nôtre; aussi la solidarité est parfaitement entendue, parfaitement admise. C'est tellement le cas que l'on ne saurait jamais s'y soustraire. Mais l'Écriture va plus loin, elle admet la solidarité jusque dans la quatrième génération. Donc vous devez venger la mémoire de votre père, c'est un devoir sacré de le faire. Ainsi donc, ceci règle la question d'opportunité. Vous auriez dû même le faire plus tôt. Mais mieux vaut tard que jamais.

"Vos enfants ne pourraient plus le faire après votre mort. Car, l'essaieraient-ils, on leur répondrait par un argument irréfutable: "Maintenant que tous les témoins sont morts, il vous est bien commode de venir soulever un pareil débat! Pourquoi donc, votre père qui était plus près que vous n'a-t-il pas osé revendiquer la mémoire de son propre père! et vous l'osez!"

En voilà un, au moins, qui connaît ce que c'est que le respect dû aux traditions de la famille !.....

Ayant dans ma précédente lettre vidé la folle accusation de bureaucratie et de l'aide supposée que l'on m'aurait

donnée pour écrire mon livre, je vais répondre à une autre accusation beaucoup plus grave, car je suis un *aristocrate* et M. David n'aime point les aristocrates, au figuré s'entend !

Il n'y a pas fort longtemps, M. David se plaisait à vanter mon patriotisme, l'excellence de mes principes ; mais depuis que j'ai publié un livre qu'il a provoqué lui-même, je ne suis plus rien et il s'empresse de me vouer aux gémonies et à tous les diables. Voilà ce que c'est que de ne pas connaître les gens ; on s'expose comme M. David à les louer lorsqu'ils ne le méritent point... Aussi, depuis que l'on a reconnu l'erreur, M. David et ses quelques amis n'ont rien épargné pour me donner tous les qualificatifs. Chez certains hommes fort bornés, je suis un royaliste, un aristocrate.

Pauvre gens, ils me reprochent même d'être royaliste, mais ne suis-je point maître d'être ce que je suis, et si charbonnier tout noir et tout radical qu'il peut l'être est maître chez lui, il me semble que j'ai bien au moins le droit d'user du même privilège.

Ne vaut-il pas mieux figurer parmi les familles qui, ici et ailleurs, représentent la respectabilité et l'influence morale que de figurer au milieu des admirateurs et des disciples des révolutions, comme de Louise Michel et de tous les persécuteurs de l'Eglise ?

Ne valait-il pas mieux être royaliste avec le comte de Chambord, cet aristocrate pur sang, qui était l'essence de la gentilhommerie, de l'honnêteté et de la vertu, que d'être républicain, radical, libre-penseur, pétroleur et tout ce que vous voudrez au milieu d'une civilisation faisandée.

Personne ne peut m'empêcher de respecter nos nobles et saintes traditions comme personne ne m'empêchera d'avoir en horreur les odieux crocheteurs des sanctuaires religieux, les lâches briseurs de crucifix et tous ces fameux hommes avancés, ces grands politiciens qui disent : l'ennemi, c'est le clericalisme, c'est-à-dire Dieu et ses disciples !

Mais ce n'est pas tout, on m'accuse d'un autre crime. C'est cet excellent homme, M. David, qui met à mon crédit cette nouvelle et étrange accusation de *forfaiture* bien accentuée.

Je suis un aristocrate !

Vous devez comprendre, ami lecteur, que je m'éclatai de rire en lisant une accusation aussi ridicule et qui m'honore au lieu de me rabaisser. Ce pauvre M. David n'en connaît pas même la portée.

En effet, quelle est l'étymologie ou le véritable sens du mot *aristocratie* ?

L'histoire nous dit que c'est Aristote, le plus grand philosophe de tous les temps et le génie le plus universel, qui crea le mot *aristocratie* où cette noble institution.

Ce mot aristocratie dérivant du nom d'Aristote, signifie le *commandement du meilleur, la puissance la meilleure, la plus parfaite* qui puisse exister, soit sous la monarchie soit sous tout autre pouvoir.

L'exercice du pouvoir devant se trouver entre les mains des hommes qui par leur influence morale et leurs talents éprouvés sont reconnus comme les plus recommandables de l'Etat. On ne confondait pas autrefois l'aristocratie avec l'oligarchie, ainsi qu'on le fait souvent de nos jours. En effet, suivant Aristote, l'aristocratie est *justement et régulièrement* en possession de l'autorité. L'oligarchie, au contraire, doit en général le pouvoir à l'usurpation, comme on le fit en 1837 à Saint-Eustache. L'oligarchie n'est que la perversion de l'aristocratie, car cette dernière gouverne dans l'intérêt général, tandis que l'oligarchie opprime dans son propre intérêt, et c'est ce qui se fit à Saint-Eustache en 1837.

Si je suis aristocrate, je le suis avec Aristote; alors que l'ignorance ne vienne donc pas m'accuser à faux et donner à ce mot une signification fautive, défavorable et vide de sens.

Pour des gens préjugés, ignorants ou méchants, je le sais, le plus sot des reproches les fait tressaillir de joie et de colère. Cependant, ces fameux hommes qui ont en horreur l'aristocratie et qui n'en connaissent point la première lettre, ne dédaignent pas toujours de se frotter au contact des aristocrates et n'en voit-on pas tous les jours, qui s'appliquent à apprendre ou à singer leurs usages et leurs manières. Oui, j'en connais qui simulent de mépriser l'aristocratie, les distinctions sociales; mais ils ne sont mus, la plupart du temps, que par la jalousie, la haine, le dépit et non par amour pour l'égalité et la fraternité. Oui, j'en connais, qui ont cherché la bonne fortune de s'allier à ces mêmes familles qu'ils semblaient mépriser, et qui en ont saisi avidement l'occasion avec un flegme parfait et épétant. Oui, j'en connais de ces hommes, sans dignité, pleins de prétentions ridicules, saturés d'une ambition colossale; mais qui font généralement triste figure, même au milieu des leurs ou des hommes de peu.

M. David, lui, le fameux démocrate, a pourtant un goût excessif pour l'aristocratie qui gâte un petit peu son bagage démagogique, car pour arriver à ce point culminant de célébrité il ne regarde pas plus en arrière qu'en avant. Il veut être l'ami de tout le monde, de toutes les nuances politiques, des grands, des petits, des bons, des méchants; mais il mécontente tout le monde. Il a été conservateur. Il se dit, aujour-

d'hui, libéral, au grand déplaisir des vrais libéraux qui lui en ont donné sur les doigts pour son libéralisme à l'eau de rose.

Mais ce qu'il y a de plus fort, c'est qu'il a tenté de se faire passer pour monarchiste avec le général de Charette, lorsque, cet aristocrate de race est venu au Canada. L'on va jusqu'à dire que l'un de ses enfants porte le nom de ce Vendéen. Cependant, il y a un abîme entre les principes de cet homme illustre et ceux de M. David. Lui, de Charette, n'a jamais tergiversé, il n'a jamais transigé avec ses principes et il mourra avec sa devise : "Dieu et mon Roi."

M. David se dire monarchiste avec le général de Charette !.....

Il faut être ineffable !

Mais qu'il sache donc que ce général, que cet aristocrate, qu'il a tant adulé, et devant qui il a montré qu'il avait la colonne vertébrale élastique, est de la race de ces *Bellons*, de ces *Vendéens*, de ces *volontaires fameux* qui combattirent leurs compatriotes révoltés, ces révolutionnaires dangereux qui voulaient remplacer le Roi par une république, et l'autel par la déesse de la raison, une prostituée !

Ces volontaires de la Bretagne, de la Vendée, ont-ils balancé à verser le sang de leurs compatriotes révoltés et exaltés ? Non, M. David le sait, et parceque mon père, vieux soldat de 1812-1815, retiré avec une paye du gouvernement impérial, répond à l'appel de ses supérieurs, pour combattre encore des séditions qui demandaient de l'aide aux Américains et qui voulaient établir une république au Canada, il lui en fait un crime !.... Il faut que ce démocrate soit tombé du faite d'une grande illusion pour reprocher à un adversaire son héritage aristocratique, lorsque l'on sait que cet accusateur ne débite ces sornettes que par dépit et qu'il tient à figurer au milieu de la fine fleur de l'aristocratie.

Que l'on sache donc qu'un homme supérieur, qu'il soit né dans une chaumière ou dans un palais, peut au point des véritables principes de l'aristocratie arriver au premier échelon des distinctions et des honneurs, mais non le haineux, l'envieux, le méchant ; car quand ces hommes se croient déshonorés par une alliance achetée et contre nature, ils deviennent arrogants, insolents et despotes avec leurs supérieurs et tout le monde.

C'est une triste engeance, qui n'arrivera jamais à l'aristocratie ou au commandement du meilleur !

Je me suis contenté de lui prouver dans ma précédente lettre que, quand il a insinué que M. Dunn m'avait aidé à écrire mon livre, il avait proféré un sot mensonge, et la lettre de M.

Dunn publiée dans le *Monde* du 28 courant, le prouve éloquentement.

Voici cette lettre :

" Québec, 23 avril 1884.

" Cher Monsieur Globensky,

" Je viens de lire dans le *Monde* d'hier votre lettre à M. David au sujet de ma *prétendue* collaboration à votre ouvrage la " Rébellion de 1837," et je me fais un devoir de confirmer vos explications.

" Vous m'avez demandé—en qualité de parent et d'ami—de juger votre livre et de voir aux épreuves. De là à corriger votre œuvre même, il y a loin : étude historique et typographie sont deux choses bien différentes.

" Puisque j'ai eu en ma possession votre manuscrit, je sais mieux que personne à quoi m'en tenir sur la paternité de votre important travail. J'affirme que je n'y ai d'autre responsabilité que celle des fautes d'impressions.

" Vous pourrez publier cette lettre, si vous le jugez convenable.

" Votre tout dévoué,

" OSGAR DUNN."

N. B. — Je dois ajouter que c'est moi qui ai corrigé les épreuves premières, qui me furent toutes envoyées de Québec, par l'imprimeur ; et c'est M. Dunn qui, en second lieu, a bien voulu voir à la correction des révises.

C. A. M. G.

Comme M. David ne peut plus discuter ou affaiblir un seul avancé de mon livre, le voilà qui s'attaque à ma manière d'écrire, à mon style qui, d'après lui, ne serait qu'une *prose nauséabonde* ! Il faut que cet écrivain soit au plus mal, pour écrire de telles phrases, de telles insanités et si c'est à l'aide de telles armes *nauséabondes* qu'il pense sortir de la confusion, je lui en laisse tout le parfum.

Cet immense écrivain est donc bouffi d'orgueil et ne se connaît donc pas ? Ce n'est pas tout que de dire : Je suis écrivain, je suis pédagogue, je suis une autorité littéraire. Il faut le prouver. Je nie la compétence de ce maître *ès-lettres*.

Qu'il se rappelle donc, ce grand homme, ce que l'un de ses chefs en politique et en littérature, répondait un jour à un adversaire qui avait la renommée d'être un critique littéraire fort distingué : " Je n'ai jamais songé à me poser en

maître en fait de style. Quand on m'indique un défaut, je l'avoue de bonne grâce et j'en demande pardon. Je n'ai jamais songé qu'à démasquer, dans la moins mauvaise forme possible, les arrogants. La manière dont j'habille ma pensée a toujours été la moindre de mes inquiétudes."

M. David est-il de la force de son coryphée qui humblement, lui donne une verte leçon! Quant à moi, je l'ai déjà avoué, je n'ai jamais eu la prétention de viser comme M. David, au titre d'écrivain, et je préfère avoir moins de style et plus de gentilhommérie.

Comme M. David a vidé les arçons, je vais suivre le conseil d'un homme haut placé qui en m'écrivant, tout dernièrement, me disait: "vous en avez assez dit, pour confondre ce pauvre M. David, et s'il revenait à l'attaque, ce ne pourrait être que pour rabâcher les platitudes et les lieux communs de *patriotage* qui font tout son avoir. Je ne lis point son journal. Je ne le connais que par des extraits qu'on en donne pour les réfuter: Ces extraits suffisent pour faire voir ce qu'en vaut l'aune.

"Pour vous, mon cher monsieur, je vous le répète, vous avez rendu un grand service aux saines idées et, pour ma part, je vous en fais mes remerciements."

Si l'on pense que, malgré moi, j'ai été trop sévère dans mon appréciation, qu'on lise donc les *Guêpes Canadiennes* [1er vol.] et l'on y verra comment un écrivain distingué apprécie la valeur réelle de M. David, qui nulle part n'est pris au sérieux. J'en détacherai et reproduirai quelques alinéas et les moins malins.

"Il y a, à Paris, un écrivain qui signe David, et cette signature signifie *personne*, c'est-à-dire tout le monde. A l'*Opinion Publique*, on a fait mieux encore; c'est le journal lui-même, qui a cette signification. Il est de l'opinion de tout le monde, c'est-à-dire qu'il n'a ni opinions, ni principes, ni doctrines."

"On ne saurait dire que M. David porte bien son nom. Mais on peut affirmer qu'il n'a rien de Goliath."

"M. David péroré sur tout; mais il ne tire qu'à poudre, et ce n'est pas lui, qui aurait la malice de vouloir loger dans la cervelle du voisin, un plomb qu'il n'a pas dans la sienne."

"Son tort est de se croire né grand homme. Il appartient à l'école ni pour ni contre."

"Quelle est la cause de cette hésitation perpétuelle qui dit oui et non, se porte à droite et à gauche, flatte celui-ci, caresse celui-là et reste suspendue entre le zist et le

" zest ? — Nous croyons qu'il y a faiblesse naturelle d'esprit, mais aussi beaucoup de calcul."

" Il tient à conserver des amis par tout, dans le camp de l'impénétrabilité, comme dans celui de la religion."

" Quand il parle politique, il est incolore et insaisissable."

Le lecteur voudra bien remarquer que je n'ai tiré des *Géopéques Canadiennes* qu'une phrase par ci par là du portrait que l'on y a fait de M. David, ne voulant point trop le blesser. Si je l'ai fait, c'est afin de me défendre et de faire voir que l'on ne doit pas attacher d'importance aux critiques littéraires, légères et politiques de M. David, qui ne sait pas lui-même ce qu'il est, ce qu'il veut être et ce qu'il sera.

Avant de faire mes derniers adieux à M. David, je dirai que je m'aperçois qu'il veut sonner le couvre-feu de la discussion, par des personnalités que je méprise et qui n'apportent pas un seul appoint d'intérêt dans le débat qui est terminé. Quant à moi je n'entreprendrai point la tâche de passer ses actions au crible, car j'en ferais sortir trop de mauvais grains.

Comme mon ouvrage a été approuvé par les sommités religieuses et laïques, cela doit me suffire ; et je dois prendre en pitié la censure d'hommes qui avec M. David, essaient de se venger à l'aide des armes déloyales et félonnes de l'insulte et du mensonge.

Maintenant, je désire attirer l'attention du lecteur sur les réflexions suivantes :

M. David aime la politique, il est livré à la politique depuis un très-grand nombre d'années ; enfin il veut se créer une position à l'aide de la politique.

Peut-on dire que je suis battu du même mal ?

Non, je déteste la politique, et pour cause. Je n'ai jamais voulu m'y livrer, et d'ailleurs je n'en ai pas besoin.

M. David, lui, brûle du désir et de l'ambition de figurer au milieu de la représentation du pays. Il a cogné, il a frappé à toutes les portes de l'électorat du pays pour en arriver là, mais elles lui ont été toutes fermées, et il sait combien il a essuyé

d'humiliations et de déboires dans toutes ses campagnes électorales.

Quant à moi, je n'ai jamais manifesté un tel désir. Cependant, et malgré moi, on m'a élu député pour la Chambre des Communes; et sur quel terrain la lutte s'est-elle faite? Sur l'épouvante et terrible question de 1837, à l'aide de laquelle un certain parti voulait me broyer, mais en vain. Oui, c'est le comté des Deux-Montagnes, c'est Saint-Eustache, foyer de l'insurrection de 1837, ce sont les hommes de 37, les Dumouchel, les Masson et tant d'autres qui m'ont élu contre mon gré, contre ma volonté. En disant contre ma volonté, je dis vrai, puisque j'ai donné ma résignation quelques jours après avoir été élu.

On me dira peut-être : Pourquoi avez-vous donc consenti à vous laisser élire ?

Je réponds : le comté l'a exigé, mais il était entendu entre les électeurs et moi, que je résignerais aussitôt après l'élection.

Oui, car dans maints écrits que j'ai publiés avant et après cette lutte électorale, j'ai toujours condamné la carrière pernicieuse et révoltante de la politique du pays, où tant de saltimbanques figurent au premier rang, et où tant d'adroits fripons spéculent sur la bonne foi et les deniers du peuple.

D'un autre côté, je dois être fier du succès de la victoire, puisque j'ai combattu les admirateurs de la rébellion de 1837 dans la personne de M. W. Prévost, homme influent par ses talents, par sa grande fortune, qui représentait alors le comté des Deux-Montagnes et qui avait en outre l'influence ministérielle du gouvernement Mackenzie. Je dois aussi ajouter que mon adversaire avait pour lui, pour appui, l'influence immense de son ami politique, M. L. O. David, qui fit feu et flamme, dans son journal *Le Bien Public*, pour me calomnier et faire élire le candidat de son choix.

La bataille se fit exclusivement sur la question brûlante de 1837, et elle dura plusieurs semaines. Parmi les nombreux défenseurs de M. Prévost, l'on remarquait, au premier rang, M. Mercier, le chef actuel du parti libéral, qui séjourna dans le comté des Deux-Montagnes tout le temps du combat, et malgré toutes ces puissances, toutes ces batteries chargées à boulets rouges et dirigées contre moi pour me foudroyer, quel a été le verdict du comté ?

Tout le pays le sait, et voilà pourquoi mon triomphe a donné sur les nerfs de mon insulteur, M. L. O. David, et voilà pourquoi, il est actuellement dévoré par un ouragan de colère et de rage !

Il est bien à plaindre, ce pauvre M. David, car ses prêches de 1875 sur 1837, comme celles qu'il vient de réciter à Albany sur les avantages de l'annexion ne comptent point, elles font lever les épaules de pitié à tous ceux qui connaissent un petit peu le grand prêcheur. Et dire que c'est un tel homme, qui a parlé aux Etats-Unis au nom de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ! Quel soufflet donné à la race canadienne-française, dont la très-grande majorité est l'adversaire avéré de l'annexion. Espérons qu'à l'avenir, cette société saura mieux choisir son représentant, l'interprète vrai des Canadiens-Français.

Que voulez-vous, M. David se faufile partout, il se glisse adroitement chez ceux qui ne le comprennent point, et à l'aide de grands mots de *patriotage*, il se fait accepter et fait des dupes.

Pourtant tout le monde le connaît. Ses amis intimes font même sur son compte bien des gorges chaudes. Tous savent qu'il ne se repaît que de chimères, que d'illusions, mais on le tolère, on le laisse dire, on le laisse pérorer et chacun se dit qu'il faut le plaindre, qu'il ne peut faire de mal et que si on le empêchait de s'encenser, il lui arriverait malheur ! En fin, que c'est un homme qui n'est

point convaincu, qui voyage sans cesse dans le pays de l'illuminisme et qui aime par dessus tout la versatilité, le voyage et qu'il faut le laisser s'agiter.

En effet, qu'a-t-il été, ce M. David ? Il a été, en premier lieu, *conservateur ardent* ; en second lieu, *libéral* ; en troisième lieu, *indépendant* ; en quatrième lieu, *coalitionniste* ; de plus, *monarchiste* avec le général de Charette ; puis, enfin, *annexionniste, républicain*, et qu'est il aujourd'hui ? Il ne le sait pas lui-même, il ne connaîtra jamais la couleur de son bagage politique, si ce n'est qu'il est avant tout Américain de cœur et que si un second 1837 surgissait, il figurerait au premier rang parmi les têtes chaudes du mouvement.

Quant à moi, je n'ai pas confiance dans les hommes cosmopolites ; car quand leur politique change si souvent, la tête peut aussi tourner et causer de grands accidents.

M. David a été de plus journaliste, il a même tué tous les journaux qu'il a fondés et rédigés. Et on me dira sans doute : pourquoi s'est-il fait écrivain politique et a-t-il trempé sa plume, tantôt dans le bleu, tantôt dans le rouge et dans tant de solutions multicolores ? C'est au lecteur à se l'expliquer, et ce n'est point chose difficile.

Quant à moi, si les événements m'ont forcé quelquefois à écrire, je n'ai rien publié par ostentation, par intérêt personnel, pour faire onater mon bien-être et pour faire retentir mon nom. Quand j'ai écrit, c'était pour imprimer le cachet de la honte sur la politique mesquine et intéressée des ambitieux, des manipulateurs de la caisse publique, pour condamner la politique anti-nationale des hommes de coterie, de partis, pour prêcher la conciliation, l'union parmi les Canadiens-Français ; enfin, pour défendre la mémoire de mon père honteusement et fausement attaquée, à propos des événements de 1837.

Mais il ne faut pas l'oublier, M. David est très-avide de fanfare et de réclame, et voilà pourquoi il a fait l'apothéose, la biographie de certains hommes de 37, ainsi que la louange de la rébellion, pensant et sachant que son amplification aurait quelque retentissement chez certains hommes que je ne veux pas compter et qualifier; aussi, il ne veut pas que j'ouvre l'histoire, que je contredise ses récits imaginaires et fabuleux, et il me conspuie parce que je ne veux pas louer avec lui ce que le clergé et la majorité du pays ont toujours condamné.

Il me disait un jour: "Pourquoi parler d'un *tel* et de *tel* autre? Je sais bien qu'un *TEL* s'est mal conduit à Saint-Eustache, mais il ne faut pas enlever le prestige de ces hommes, et il faut au contraire le laisser dans l'esprit du peuple." Oui, M. David, le sait, j'en connais plus long que lui sur certains hommes dont je n'ai pas voulu parler et qu'il a eu le courage d'exalter cependant. Il faut aimer le prestige et être prestidigitateur consommé, pour faire croire à l'héroïsme là où il n'y en a pas eu.

Oh! homme de mauvaise foi, est-ce parce que j'ai voulu me taire qu'il a eu l'audace de parler et de m'insulter dans la mémoire de mon père?

Oh! M. David a la mémoire courte, car il n'y a pas longtemps et en compagnie de l'honorable M. Chapleau, du consul de France et des délégués français, il acceptait avec plaisir et empressement l'hospitalité que je lui offrais de tout cœur sous mon toit; aussi, il me respectait alors, il publiait avec plaisir mes correspondances et il me louangeait; mais depuis que mon devoir de fils et de citoyen m'a forcé de venger la mémoire de mon père comme la vérité historique, je ne suis plus rien et je dois laisser triompher l'erreur, les fausses doctrines et le mensonge!....

Ceux qui marchent avec M. David et le soutien-

ment, sont bien à plaindre, car ils essaient de tromper la bonne foi du peuple, à l'aide d'écrits et de grands discours amphigouriques et faux, qui ne reflètent nullement le patriotisme et la sincérité, mais bien les sentiments de certains hommes politiques, qui pour assouvir la soif de leur ambition et arriver au pouvoir, pourraient provoquer un cataclysme national et religieux.

Ces hommes se sont abstenus durant un certain temps de prôner, de faire parade de leurs principes que le peuple et le clergé repoussent. Oui, sous la fausse apparence de la dissimulation, ils ont eu la rouerie de simuler qu'ils s'étaient atténués, et à l'aide de cet art habile de cacher leurs véritables sentiments, leurs desseins, ils ont fait quelques dupes. Voilà pourquoi, ils rompent aujourd'hui le silence ; voilà pourquoi ils déchirent le masque qui les protégeait, afin de prêcher, ici et ailleurs, le complot anti-patriotique de l'annexion aux Etats-Unis. Gare donc à ceux qui se sont laissé tromper impunément par ces hommes qui, eux, ne sont pas des Canadiens-Français, mais bien des transfuges qui ont passé ou veulent passer à l'ennemi et qui veulent devenir des Américains pur-sang.

La presse du pays, de Montréal, de Québec a-t-elle fait un grand accueil, un grand cas du livre ou plutôt de la compilation des écrits de M. David, publiés si souvent et à satiété ?

A part le journal *La Patrie* de Montréal qui a écrit un court entrefilet de félicitations, plusieurs jours après sa publication, il y a eu un silence complet sur toute la ligne. Quand je parle de ce livre à quelqu'un, on me répond invariablement : "Je ne l'ai ni vu, ni lu, personne n'en parle et vous auriez tort de vous en occuper."

Voilà, sans doute, pourquoi M. David est allé quêter de la réclame pour son livre ; car un journaliste distingué me disait ces jours derniers :

"David est venu me demander de lui écrire quelque chose sur son livre ; mais je lui ai répondu que si j'écrivais, ce ne serait point pour le complimenter, et alors il m'a prié de me taire."

L'on m'assure que des Canadiens fixés aux États-Unis, ont louangé le livre de M. David et ont blâmé le mien. Il ne pouvait en être autrement. Ce sont des annexionnistes, des républicains, des hommes de 37 comme M. David et qui doivent bien frayer ensemble. Si mon livre a été mal accueilli par eux, ce à quoi je m'attendais, comment a-t-il été apprécié au Canada ?

Par de nombreuses lettres émanées de la plume des autorités ecclésiastiques et civiles, dont quelques-unes sont consignées dans le supplément que j'ai publié en avril dernier, et qui fait suite à mon livre. Et aussi par les appréciations suivantes.

La première a été éditée par un parfait gentilhomme, par un historien fort distingué. La voici telle que publiée dans la *Minerve* du 9 de février dernier, c'est-à-dire avant même que mon livre fut livré à la publicité :

LA RÉVOLTE DE 1837

"La Rébellion de 1837 à Saint-Eustache," tel est le titre d'un ouvrage que vient de publier M. C. A. M. Globensky, de Saint-Eustache. Ce livre fait pour défendre la mémoire du père de l'auteur contre d'injustes attaques proférées par des gens qui n'ont pas encore la sagesse de comprendre la portée et les enseignements des malheureux soulèvements de 1837 et de 1838, par des gens qui en sont encore aux élucubrations des orateurs de ces moments d'effervescence, ce livre est un véritable service rendu aux idées saines, à la vérité et à l'histoire.

M. Globensky fait, avec raison, deux parts dans la responsabilité encourue par les divers acteurs de ces sanglants épisodes de notre histoire : la part des chefs et la part des victimes. Nul doute qu'un bon nombre de ceux qui sont entrés dans le mouvement étaient mus par des vues désintéressées, par un amour réel, bien qu'aveugle, de leur

pays ; mais il n'en était pas ainsi de tous. Plusieurs des chefs étaient des révolutionnaires et des ambitieux. Pour ce qui est de leur capacité et de leur prévoyance, elles étaient absolument nulles ; leurs calculs étaient positivement insensés et leur étourderie sans égale. Certains d'entre eux ont de plus abandonné leurs dupes, au moment du danger. Tout cela ressort du récit simple et impartial que M. Globensky présente dans son ouvrage nourri de faits et de témoignages.

Ce livre, avec celui de M. Carrier et le mémoire publié, il y a quelques années, par M. F. X. Prieur, dans les "Soirées Canadiennes," comptent parmi les documents les plus intéressants et les plus importants qui se rattachent à l'époque de notre révolution de 1837 et 1838.

Nous finirons cette courte notice par la citation de la dernière phrase du livre de M. Globensky : "En terminant, je dirai à celui qui veut se livrer à la profession difficile d'écrivain ou d'historien : soyez bien renseigné si vous voulez écrire les fastes du passé, soyez juste et honnête, ne sacrifiez jamais la vérité, la justice à des considérations particulières ou de parti ; et alors seulement vous pourrez avoir le droit, la mission de décerner des louanges et de distribuer des sermons et des mercuriales."



Par le *Daily Witness* :

"La Rébellion de 1837 à St. Eustache" is a volume of 330 pages, which contains a brief description of the condition of Lower Canada from its first settlement till the cession to Britain, and of the condition of the French Canadians from that time to the insurrection in 1837. The grievances which produced that rebellion are explained, and the extreme violence of the leaders of the French Canadians rebuked. The fighting at St. Denis and St. Charles and flight of the leading rebels are described with some minuteness, but the chief interest centres in the insurrection led by Dr. Chénier, Col Girod and a priest named Chartier. The first was killed at the taking of St. Eustache. The second escaped in time and after wandering for a while finding he was going to be arrested shot himself. The third took care to escape and though the Bishop of Montreal deposed him, he found employment as a priest in the States. The object of going over the very painful history of the year 1837 is to clear the memory of Col.

Maximilian Globenski from the reproach heaped upon him by his countrymen on account of his siding with the Government against the rebels. That gentleman had done excellent service in the war of 1812-15, for which he enjoyed a large pension for more than fifty years afterward. He died in 1866, but his son, who is the author and compiler of this book, says he is assailed bitterly on account of the part his father took in the battle of St. Eustache, which, by the way, appears to have been a passive one. He headed a company of eighty-three loyalists from St. Eustache, but though present it does not appear that they took any active part. The most interesting information is that which shows the management of the priests whose influence was vigorously exerted to put down the rebellion after it was seen to be quite hopeless and who got the reward of their loyalty in a legal title to the seigniorship of Two Mountains, which had previously belonged to the Indians, the Seminary of St. Sulpice being merely a steward to use it for their benefit. This was an act of spoliation which any just court of equity would upset; but the priests had all along the knack of getting every thing their own way from the Government for the time being, whether at the Colonial Office, United Canada or the Dominion.

The book, which is in French, is printed by A. Côté & Co., Quebec.

Par le *Journal de Québec*:

Nous accusons réception d'un travail fait par M. Globensky, du Plateau des Chênes. Ce livre est intitulé: "La rébellion de 1837 à Saint-Eustache."

Ce beau volume renferme plusieurs documents intéressants sur cette époque si tourmentée de notre histoire; entr'autres, une étude sur les origines de la révolution canadienne, le journal et les mémoires de l'abbé Paquin, ainsi que des déclarations solennelles de plusieurs personnes qui ont pris part à la bataille de Saint-Eustache. Le tout se termine par les biographies de l'abbé Paquin, du docteur Chénier, de M.M. Scott et Féré.

En livrant ces précieux documents au public, M. Globensky a surtout eu pour motif de défendre la mémoire de son père, le lieutenant-colonel Globensky. Il appert maintenant, par le livre que nous avons sous les yeux, que le colonel Globensky a eu, tout en combattant la révolution de 1837, protéger ses compatriotes contre les fureurs des bureaucrates,

M. Globensky s'acquitte aujourd'hui avec fermeté et avec tact d'un devoir le piété filiale, et il réhabilite son père dont les actions avaient été mal interprétées.

Nos remerciements à l'auteur.

Par le *Journal du Dimanche* :

Nous avons reçu, il y a déjà quelque temps, l'ouvrage de M. C. A. M. Globensky, du Plateau des Chênes : "*La Rébellion de 1837 à Saint Eustache*." Nous avons retardé quelque peu à en accuser réception, parceque nous avons voulu lire ce livre avec attention et en parler avec connaissance de cause. Cet ouvrage, écrit dans un beau style, est un monument élevé par l'auteur à la mémoire de son père, le Lieutenant-Colonel Maximilien Globensky. Tous ceux, pour qui les sombres événements de 1837 ont encore quelque importance, et nous espérons qu'ils sont nombreux, liront ce livre avec beaucoup d'intérêt.

Par *The Canadian Gleaner* :

Histoire de la Rébellion du 1837 à Saint Eustache.

Publishers, A. Coté & Co., Québec.

We have received a copy of this work, written by C. A. M. Globensky of Saint Eustache. It contains a very exhaustive history of the Rebellion, with its causes and results. Mr Globensky has as a politician [he is an ex-M.P.] on more than one occasion been attacked by his political opponents for the part taken by his father, Colonel Maximilian Globensky, in the rising which took place at Saint Eustache in the month of December, 1837. It was partly for the purpose of putting to silence these unscrupulous partizans on this point that the author was induced to undertake the task of writing what has turned out to be a work of great value to the general public. It is a matter of regret to honest politicians that unscrupulous opponents often resort to very dishonest and unjustifiable means in order to carry their points at elections. That Mr C. A. M. Globensky has, in particular, suffered innocently in this way no one who knows the whole history of the Rebellion will be disposed to deny. Disloyalty on the part of a subject is bad enough but it becomes worse in the case of one who is placed in a position of trust and responsibility. Such a charge hung at a public man in a public assembly is a terrible weapon to be used against him. It very often happens that an

enemy seeks the most opportune time to prefer such a charge — a time when, from the nature of the circumstances, the accused either has no opportunity to set the matter right or is unable to do so satisfactorily. The method adopted by Mr Globensky in the present case will commend itself to every thoughtful man, no matter what his political views may be. The author has traced very minutely the various circumstances which gave rise to the Rebellion, as well as the numerous incidents connected with the rising itself in the different parts of the province, giving the day and date for each. One of the most valuable features of the work is the great number of copies of original documents which are furnished to the reader, tending to dispell any doubts that may arise as to the accuracy of the author's narrative. We congratulate Mr Globensky, not only upon the valuable collection of historical facts which he has thus furnished to his fellow-countrymen concerning a very important period of the history of his native province, but also on the effective means he has taken to dispel the groundless imputations concerning his patriotism and that of his father.

Par *La Vérité* •

M. DAVID RÉVOLUTIONNAIRE

M. C. A. M. Globensky, de Saint-Eustache, comté des Deux Montagnes, a publié naguère un livre sur le rébellion de 1837. L'apparition de cet ouvrage a été l'occasion d'une polémique assez vive entre M. Globensky et M. L. O. David, journaliste libéral *modéré*.

Nous nous proposons d'étudier prochainement ce livre de M. Globensky, mais en attendant que nous en ayons le loisir, nous croyons devoir dire un mot du débat auquel il a donné lieu.

M. David, qui parle beaucoup des affaires de 1837-38, en a une très fausse idée ; et cette fausse idée, il a réussi à la faire partager par un très grand nombre de personnes.

Voulant un jour critiquer d'une manière sérieuse le drame de M. Fréchette : *Papineau*, nous nous mîmes à étudier cette époque de notre histoire aux sources mêmes. Cette étude impartiale nous fit perdre bien des illusions. Il nous fut facile de nous convaincre que ce mouvement de 37, loin d'être un sujet de gloire pour nous, doit être considéré comme une des pages les plus tristes de notre histoire.

Il ne faut pas chercher dans les événements de 37 des actes d'héroïsme, mais des actes de coupable folie. Loin de nous la pensée de tenir également responsables tous les auteurs de ces drames sanglants. Les chefs seuls doivent être sévèrement blâmés, car les autres n'ont fait que suivre aveuglément ces hommes ambitieux. Mais s'il faut plutôt plaindre que blâmer les rebelles de 37, il faut se garder encore d'avantage de les proposer à notre jeunesse comme des modèles à suivre.

Surtout, il faut se garder de confondre l'échauffourée de 37-38 avec le vrai mouvement national de la première moitié du siècle, mouvement très honorable, très patriotique, et tout à fait légitime, mouvement qui nous a sauvés de l'absorption, de l'anéantissement.

Il serait aussi injuste de tenir le peuple canadien responsable de ce qu'on est convenu d'appeler la "rébellion" de 37, que de prétendre que la nation irlandaise sympathise avec ceux qui ont recouru, en son nom, aux moyens défendus par les lois divines et humaines.

Les événements de 37 ont été le fait d'une poignée d'écervelés que des chefs, animés par une haine révolutionnaire et non par un esprit patriotique, avaient réussi à tromper et à fanatiser.

Ce mouvement, entrepris dans des conditions qui ne pouvaient pas permettre, même aux enthousiastes, l'espoir du succès, était condamné, non seulement par le clergé pour ainsi dire en entier, mais aussi par la très grande, l'immense majorité des laïques éclairés et vraiment patriotes.

On s'imagine trop généralement que tous ceux qui n'étaient pas avec les rebelles de 37, étaient des *bureaucrates*, de mauvais patriotes, des ennemis de leur pays, des hommes sans cœur, prêts à courber la tête sous le joug des Anglais. Rien de plus faux que cette idée que M. David, plus que tout autre peut-être, a contribué à répandre.

Qu'il y ait eu, dans ce temps-là, comme aujourd'hui, des Canadiens à l'échine souple, c'est probable, certain même. Mais les hommes de cœur et de tête, mais le clergé qui, Dieu merci, a toujours été patriote, tout en travaillant à obtenir le redressement des griefs très réels dont nos compatriotes avaient à se plaindre, repoussaient avec énergie les moyens violents.

Qui osera dire que M. Étienne Parent, n'aimait pas son pays d'un amour sincère et éclairé? Cependant, ouvrez le *Canadien* du temps, et vous y lirez de terribles apostrophes

à l'adresse de Papineau et de ses partisans dévoyés qui compromettaient la cause nationale par leur coupable folie.

Le mouvement révolutionnaire de 37 étant contraire, non seulement aux enseignements de l'Eglise, mais aux intérêts du peuple canadien qui répudiait tous ces actes de violence, et le clergé a bien fait de condamner et de combattre ce mouvement insensé. En le condamnant, il n'a fait qu'accomplir son devoir, au point de vue national aussi bien qu'au point de vue religieux. Si les chefs de ce mouvement et leurs dupes eussent écouté la voix du clergé que de larmes et de deuil eussent été épargnés à notre pays !

Or, ce malheureux M. David, dans son acharnement à défendre les "rebelles" de 37, ne craint pas de lever la main contre Mgr Lartigue et ses apôtres qui avaient essayé en vain de détourner de la voie funeste où ils étaient engagés ces "Fils de la liberté," grisés par l'éloquence démagogique de Papineau.

Répandant à M. Globensky, qui venait de faire voir, comme nous le faisons en ce moment, que le mouvement de 37 a été condamné par l'autorité religieuse, M. David ose s'écrier :

"Jusques à quand donc va-t-on se servir de la religion, dans notre pays, pour faire excuser toutes les faiblesses, les lâchetés et les crimes ? Comment se fait-il donc qu'on ne puisse jamais défendre une cause qu'on croit juste, nationale, sans être exposé à entendre nos adversaires crier : 'Prenez garde, vous attaquez le clergé.'"

"Est-ce qu'on ne comprend pas enfin que les pires ennemis des prêtres dans ce pays sont ceux qui se cachent sous leur soutane pour empêcher qu'on les frappe ? Croit-on rendre service au clergé en évoquant les mandements *regrettables* de Mgr Lartigue ? Ne sait-on pas qu'il a regretté sa sévérité et que ses paroles sont tombées comme des gouttes de plomb fondu sur le cœur des infortunés patriotes massés dans les prisons ?"

Voilà comment parle M. David, libéral *modéré*. Jugez des sentiments des libéraux qui ne sont pas *modérés*.

Mgr Lartigue, par ses mandements qui, loin d'être *regrettables*, sont des documents dignes d'un évêque, n'a certainement pas montré trop de sévérité envers les coupables, et s'il a regretté ses paroles, ce que nous ignorons, c'est par un sentiment de pitié mal placée. Il n'a pas attendu pour frapper les "révolutionnaires" que le sort des batailles les eût terrassés ; dès les premiers signes de l'orage, il avait averti ses ouailles des périls qui les mena-

caient, leur rappelant leurs devoirs de catholiques. Malheureusement, il ne fut pas écouté par un certain nombre d'exaltés. Mais quand vint le désastre inévitable, le clergé, qui avait condamné le mouvement, fit l'impossible pour retirer les malheureuses victimes de la terrible position où leur folie les avait entraînés, montrant autant de charité pour les personnes qu'il avait témoigné de sévérité contre les fausses doctrines.

Dans toute cette affaire de 37, la conduite du clergé a été admirable; et il faut être mauvais patriote pour jeter la pierre à Mgr Lartigue et à ses prêtres.

Mais tel est l'aveuglement de nos libéraux; ils poussent leurs doctrines de la séparation de la religion et de la *politique* jusqu'au point de nier au prêtre, à l'évêque le droit de condamner la révolte!

Par *Le Courrier du Canada* ?

LES ÉVÉNEMENTS DE 1837-38

Il s'est élevé récemment une polémique assez vive entre monsieur L. O. David et monsieur C. A. M. Globensky au sujet du livre publié par ce dernier sur la rébellion de 1837. Quoique nous n'ayons pas encore eu le loisir de faire une étude approfondie de cet ouvrage, nous avons suivi avec intérêt la polémique à laquelle il a donné lieu, et nous croyons que M. Globensky a pour lui les principes et les faits eux-mêmes.

Les instigateurs des troubles de 37 ont été certainement coupables pour le moins d'imprévoyance et de témérité. Quelques-uns d'entre eux étaient imbus des faux principes de la démocratie française. Plusieurs étaient des ambitieux qui voulaient se tailler un rôle dans le soulèvement révolutionnaire qu'ils espéraient provoquer d'un bout à l'autre du pays.

Notre confrère de la *Vérité* a publié sur ce sujet un excellent article que nous voudrions pouvoir reproduire en entier.

Après avoir reproduit l'article de la *Vérité*, il ajoute :

Tout cela est très vrai et ne saurait être trop répété. Il en faut pas s'en laisser imposer par les déclamations et les déclamateurs; ni se laisser égarer par un sentiment de pitié pour les vaincus de ces tristes jours. Certes, on peut, on doit plaindre les hommes de bonne foi que la voix sonore des



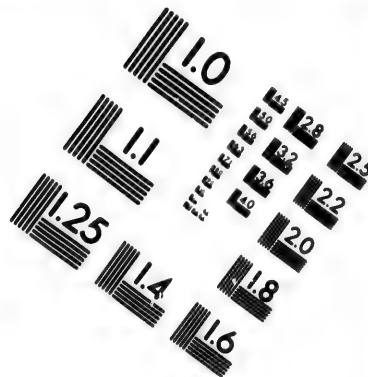
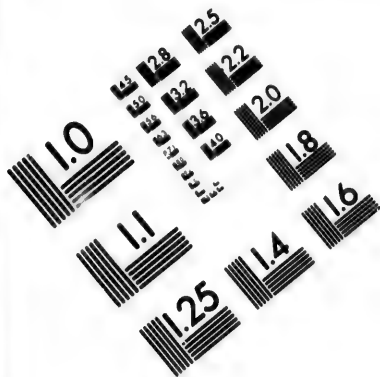
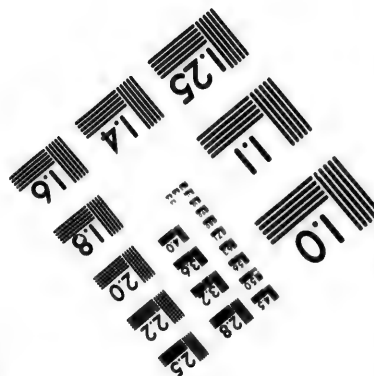
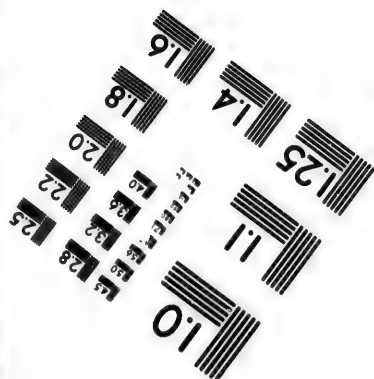
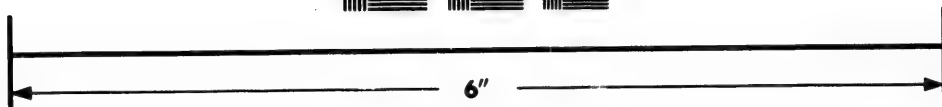
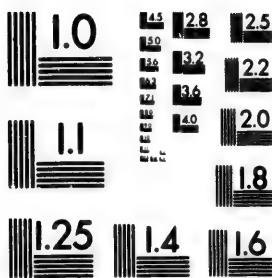


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



Photographic Sciences Corporation

**23 WEST MAIN STREET
WEBSTER, N.Y. 14580
(716) 872-4503**

1.8 2.0 2.2 2.5 2.8 3.2 3.6 4.0 4.5 5.0 5.6 6.3 7.1 8.0 9.0 10.0 11.2 12.5 14.0 16.0 18.0 20.0 22.5 25.0 28.0 31.5 36.0 40.0 45.0 50.0 56.0 63.0 71.0 80.0 90.0 100.0

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

tribuns a poussés au carnage. Mais la sympathie pour les victimes et leurs familles ne doit pas nous entraîner à fausser l'histoire. Le livre de M. Globensky, sans être irréprochable, contribuera à mettre dans son vrai jour ce sanglant épisode de notre vie nationale.

Le document suivant que j'ai déjà publié après le feu du combat, mérite à plus d'un titre d'être réédité et de figurer dans ma seconde brochure. Il fera voir ce que l'on doit penser des œuvres et prouesses de M. David :

Séminaire de Sainte-Thérèse,
16 Mai 1884

C. A. M. Globensky Ecr.
Plateau des Chênes
Saint-Eustache.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre livre " La rébellion de 1837 " et des documents divers dont vous avez bien voulu l'accompagner. Votre livre, vous pouvez le croire, sera bienvenu dans notre bibliothèque, et à cause de sa valeur intrinsèque et à cause de la valeur particulière que lui donne à nos yeux votre titre d'ancien élève.

Je n'ai pas eu encore le temps de lire l'ouvrage, mais j'ai lu avec intérêt dans les journaux vos diverses réponses à M. David. Votre réfutation concernant l'authenticité du journal de M. Paquin, la mort de Chénier et la profanation de son cadavre me paraît complète et triomphante.

De plus, je tiens à vous dire que je partage entièrement vos vues sur le caractère et les tendances du mouvement de 1837. Quel qu'ait pu être le patriotisme de ceux qui commencèrent la lutte, il est évident pour moi que cette lutte, en 1837, a vait dévié de sa voie légitime et qu'elle nous conduisait à des abîmes. La défiance ou l'hostilité à l'égard du clergé et la manœuvre des sociétés secrètes, organisées alors, révèlent clairement l'esprit qui animait les chefs. C'était l'esprit révolutionnaire. S'il ne put se développer et se propager parmi le peuple, c'est qu'il vint se heurter au bon sens et à l'esprit religieux des Canadiens. Pour moi, dans les malheurs et l'insuccès de cette campagne de 1837 et de 1838, je ne puis voir autre chose que la conduite de la

providence qui qui veille avec tant de sollicitude sur le peuple Canadien et sait le sauver même des erreurs et des fautes de ses chefs. Les hommes qui nous conduisirent à l'insurrection de 1837 avaient subi l'influence des idées philosophiques du 18^e siècle et ils tendaient à séparer de la religion notre cause nationale. La providence nous aimait trop pour laisser s'accomplir cette œuvre ; les malheurs de 1837 nous ont sauvés.

Je vous félicite, monsieur, de ce que vous travaillez à mettre dans leur vrai jour ces événements de notre histoire. Rien n'est plus important à mon sens, dans un temps où nous sommes travaillés par le libéralisme qui s'efforce dans notre pays comme en Europe, de travestir l'histoire et d'en faire une conspiration contre la vérité.

En attendant que je puisse lire votre livre, je vous prie d'agréer ces quelques lignes que je vous écris bien à la hâte. Je vous prie d'agréer en même temps mes meilleurs remerciements pour l'envoi de votre livre, et l'assurance de la haute considération avec laquelle je demeure,

Monsieur,

Votre etc, etc, etc.

A. NANTÉL Ptre "

Après la lettre de monsieur le supérieur du collège de Sainte-Thérèse, je m'empresse de publier celle du savant abbé Alexis Pelletier, auteur de maints ouvrages importants sur l'Eglise et l'Etat.

Que l'on veuille bien lire cette lettre que j'ai eu l'honneur de recevoir tout dernièrement :

Monsieur,

Je vous suis très-reconnaissant pour la bonté que vous avez eue de me passer l'ouvrage que vous avez publié sous le titre de " La Rébellion de 1837 à Saint-Eustache."

Cet ouvrage m'a fort intéressé, et je vous prie de croire que j'y trouve un très-bon esprit. Vous ne glorifiez pas 37, comme le font la plupart de ceux qui se piquent de patriotisme. La révolte de 1837 a été une grande faute sous tous les rapports, et c'est ainsi que vous la jugez, comme historien et comme catholique. Mille et mille félicitations à ce sujet.

Veuillez me croire, très-honoré monsieur,

Votre tout dévoué serviteur,

ALEXIS PELLETIER, Ptre.

Un autre prêtre très-haut placé, dont je tairai le nom, pour le moment, mais que je ferais connaître s'il en était besoin, m'a écrit ce qui suit :

Je dois vous remercier beaucoup de l'attention que vous avez eue pour moi, en m'envoyant plusieurs documents très-intéressants, mais surtout votre magnifique livre "La Rébellion de 1837 à Saint-Eustache." J'ai attendu jusqu'aujourd'hui pour m'acquitter de ce devoir, parce que je voulais auparavant lire ce dernier ouvrage. Je viens d'en terminer la lecture qui m'a causé une bien vive satisfaction. Permettez-moi de vous féliciter cordialement. Vous avez rendu un véritable service à l'histoire du Canada. La jeune génération, et surtout les générations futures, sauront à quoi s'en tenir sur cette fameuse révolution de 1837, principalement pour ce qui regarde Saint-Eustache.

Les félicitations méritées que vous avez reçues touchant votre travail sont une compensation des *éclaboussures* de M. David. Si ce dernier eût été un peu plus sage, il n'aurait pas cherché à préconiser la révolte, comme il l'a fait dans la polémique qu'il a eue avec vous. On dira peut-être que ce pauvre David manque plus de tête que de cœur. Quant à moi, je crois qu'il manque des deux. C'est bien le temps de dire que plusieurs de nos jeunes gens, doués d'assez de talents, font fausse route parce qu'ils ont été en contact avec des hommes pervers.

Veuillez de nouveau recevoir mes félicitations et mes remerciements ainsi que mes meilleures amitiés.

C. M., Ptre.

Enfin, je ne puis mieux terminer ma réplique au livre de M. David qu'en reproduisant, avec la permission de l'auteur, la lettre suivante, datée du 25 août courant, qui est un véritable document émané de la plume d'un homme de haute valeur, d'un vénérable vieillard, aussi instruit que grand patriote, qui a rempli durant un grand nombre d'années la haute position d'inspecteur d'écoles du district de Montréal, et qui après avoir rendu des services signalés à l'éducation et à ses compatriotes, est actuellement à Montréal, où il fait le charme de la bonne société. Ce citoyen éminent a connu,

lui, 1837. Il était contemporain des hommes de l'époque, et son appréciation franche et désintéressée vaut un peu plus que celle intéressée d'un M. David.

Voici cette lettre qui corrobore absolument tout ce que j'ai écrit et reproduit sur 1837 :

Montréal, 61, rue Vitré,

25 août 1884.

C. A. M. Globensky, Ecuyer,
à Saint-Eustache.

Mon cher monsieur,

J'ai lu votre ouvrage historique, intitulé "La rébellion de 1837 à Saint-Eustache" et je l'ai parcouru avec d'autant plus d'intérêt que, peu s'en est fallu que j'aie pris moi-même une part active à cette révolte de bien triste mémoire.

En effet, peu de jours avant le désastre du 14 de décembre 1837, époque où le florissant village de Saint-Eustache fut, en grande partie, incendié et détruit à la suite de l'insurrection aussi peu réfléchie que fort mal dirigée par des chefs qui, peut-être, eussent pu s'illustrer dans d'autres causes, on est venu m'assaillir à Terrebonne, où je vivais dans le calme d'un citoyen qui comprend sa position et ses devoirs. Le chef de l'escouade alla même jusqu'à me menacer de me conduire par la contrainte au camp de Saint-Eustache, si je refusais de m'y rendre de bon gré ou de prendre part à la rébellion. Je répondis que les procédés d'un grand nombre de mes compatriotes étaient blâmables, plus que téméraires ; mais on était fanatisé, et l'établissement d'une république en ce pays était une pierre d'achoppement qui était attachée aux noms des Chénier, des Girod et de tant d'autres chefs qui les commandaient, qui les appuyaient, et mon refus de prendre part à ce mouvement déréglé fut très mal accueilli.

Toutefois, je pus m'échapper à la faveur de quelques bonnes personnes accourues pour apaiser un peu l'exaltation de ce farouche patriote, de ce chef dont je veux cependant taire le nom, et je laissai Terrebonne pour Montréal où je devais être plus en sûreté.

Après quelques jours d'absence, je revenais à mon humble gîte, l'énergumène patriote avait disparu ; mais voici que, tout-à-coup, une lumière sinistre éclaire un vaste

horizon : c'était la conflagration du grand village de Saint-Eustache et des environs. Anxieux de connaître le funeste résultat, je partis ou plutôt je volai, le 16 de décembre, vers ce village en ruine. Quel spectacle, mon Dieu !

La belle église paroissiale, le manoir, le couvent, le presbytère en cendres ; de longues rues détruites et obstruées de décombres ; des corps humains calcinés ou demi-consumés gisaient çà et là ; des mères de familles sanglotant, hurlant de douleur ; des jeunes personnes s'arrachant les cheveux, cherchant qui leurs maris, qui leurs frères, etc., en maudissant l'absurde et téméraire insurrection.

Avec la permission du commandant, votre bon père, j'entrai dans l'auberge où gisait sur un comptoir l'infortuné docteur Chénier, portant un capot d'étoffe du pays, fort déceimment placé. Bien des rumeurs circulaient ; cependant aucune n'allait à dire qu'on avait arrachée promené en triomphe le cœur du docteur Chénier ; l'autopsie avait eu lieu à huis-clos. Je visitai ensuite un appartement où étaient détenus un certain nombre de prisonniers ; les uns avaient la figure brûlée, d'autres étaient mortellement blessés, enfin plusieurs sans vie n'offraient que des cadavres horribles à voir.

Quelques bons prêtres, dévoués à leur ministère, administraient avec empressement et bonheur aux victimes de l'insurrection toutes les consolations de la religion.

Le village était sous la régie et le commandement du capitaine Globensky. Tout était calme, silencieux, et votre père semblait inspirer une confiance illimitée dans le cœur des malheureux prisonniers.

Je ne connaissais point monsieur votre père, mais il me suffisait de sa voir qu'il était membre de la famille Globensky, pour qu'il fut à mes yeux gentilhomme et bon chrétien.

Quant à votre ouvrage, mon bon mon sieur, l'élévation des sentiments, la générosité du cœur et la narration de la vérité historique dégagée de partialité, en font, suivant moi, une œuvre de mérite, et en cela, je partage assurément l'opinion des hommes de probité et cordialement dévoués au bien de leur pays.

Avec une parfaite considération,

Votre tout dévoué, etc.,

F. X. VALADE.

Etait-il nécessaire de publier dans mon supplément du mois d'avril dernier les lettres des auto-

rités religieuses et laïques qui y figurent, comme de publier dans celui-ci d'autres lettres non moins importantes, qui ont, non seulement approuvé la publication de mon livre, mais qui ont désapprouvé la révolte de 1837 ?

Non, les autorités ecclésiastiques, même dans leurs mandements, comme les autorités civiles, avaient déjà condamné, maintes fois, et dans les termes les plus sévères, les plus énergiques, la rébellion canadienne.

Cependant, M. David, une plus grande lumière, qui écrit pour écrire et non pour prouver, persiste à prêcher le contraire en simulant d'ignorer que les autorités ont parlé, et il n'ose pas même attaquer de front les lettres des hauts personnages qui ont condamné et la révolte et lui-même.

Celui qui, d'après M. David, ne sait pas ignorer, ne sait pas dissimuler, ne saura jamais régner ou ne pourra jamais arriver au faite des honneurs. Voilà pourquoi il ne veut pas s'attaquer à trop forte partie, et ce n'est que sur moi qu'il lance ses foudres. C'est ce que l'on doit appeler du courage, de l'audace et de l'astuce.

Alors, à quoi sert de s'évertuer à dessiller les yeux d'un aveugle qui ne veut pas voir, ou à quoi bon vouloir ouvrir les oreilles à celui qui ne veut pas entendre, qui ne veut pas même respecter la sentence de ses supérieurs ecclésiastiques ? Ce serait peine perdue, et il faut bien le laisser vivre dans son obstination malade ou dans l'endurcissement de son péché mignon.

CONCLUSION

J'ai publié un livre sur la rébellion de 1837 à Saint-Eustache, dans le but seul de réfuter l'erreur et les fausses accusations qui blessaient mon honneur, mon amour filial et le respect que je dois à la mémoire de mon père audacieusement calomniée.

Ce n'est qu'en lisant mon livre et la brochure que j'ai publiée plus tard, c'est-à-dire en avril dernier, que l'homme instruit, impartial et désintéressé pourra juger facilement entre M. David et moi.

La réplique que je publie aujourd'hui, ne pouvait renfermer ce que j'ai déjà édité et elle ne devait comprendre que certaines considérations et commentaires, qui n'ont pas été développés dans mon livre et dans ma précédente brochure.

Conséquemment, pour pouvoir se former une opinion juste sur la valeur de mon livre, sur le mérite réel de ma brochure, il faut tout lire. Il faut même avoir le courage de lire attentivement les erreurs de jugement et de civilité dont fourmille le livre de M. David, et si le juge n'est pas fanatisé par l'esprit déréglé de parti, il devra condamner la rébellion et ses excès. Oui, si le lecteur ne veut pas sacrifier la justice, la vérité à sa passion politique, à ses malheureuses préventions, il se dira que M. David et consorts, que je combats, se sont oubliés et que s'ils se sont trouvés froissés, humiliés, c'est parce que j'ai fait éclater la vérité historique; et comme nul n'a le droit de nier l'accent de la vérité, les cointéressés auxquels il importait de la cacher m'ont accablé de blâme et ont outragé le bon sens, la raison et même la morale en louangeant la rébellion et en

manquant aux égards que l'on doit à un gentilhomme.

Oh ! si mes adversaires avaient pu m'accuser de quelques forfaits, et j'irai plus loin, je dirai *d'un seul*, ils l'auraient bien proclamé ; mais non, ils ne le peuvent, ils ne l'ont pu durant mon élection, en 1875, et le dépit, la rage, le fanatisme politique ont tellement grisé leurs sentiments, qu'ils vont jusqu'à reprocher à un fils le droit de venger le nom d'un père honteusement et injustement attaqué.

Si leurs folles insultes pouvaient me blesser, j'en serais amplement dédommagé par les nombreuses lettres d'approbation et d'appréciation qui m'ont été adressées au sujet de la publication de mon livre, dont quelques-unes seulement ont été publiées, afin de complaire à d'autres personnes très haut placées qui m'ont manifesté le désir de conserver l'incognito, ne voulant point s'exposer aux attaques vulgaires et inqualifiables de M. David et de combien d'autres de la même farine.

Enfin, si je n'ai pas répondu plus vite au livre de M. David, c'est que je voulais savoir ce que la presse du pays en dirait, et vu, qu'à l'exception de deux journaux qui l'ont annoncé et un seul, à ma connaissance, qui en a approuvé la publication, j'ai naturellement beaucoup hésité à rompre le silence, et mes amis comprendront cela.

Quoique cette production, dont personne ne parle, qui a cependant deux mois d'existence et plus, n'affecte en aucune manière le livre que j'ai publié, " La Rébellion de 1837 à Saint Eustache," j'ai cru que je devais lui dédier les quelques commentaires qui précèdent, non pour défendre ce livre, qui n'en a pas besoin, qui a été approuvé et apprécié ; mais uniquement pour prémunir la jeune génération et les étrangers, qui ne savent point parfaitement ce qu'a été la

révolte de 1837, contre ce livre de M. David qui renferme des idées, des aspirations dangereuses, des principes condamnés et dont *l'orthodoxie radicale* ne peut être approuvée que par certains hommes politiques qui ne font pas autorité en ce pays.

C. A. M. GLOBENSKY.

Plateau des Chênes, }
Saint-Eustache, }
30 août 1884. }

P. S.—La réplique qui précède et qui va être convertie en brochure, sera donnée gratuitement avec celle que j'ai publiée en avril dernier, à ceux qui auront mon livre "La rébellion de 1837 à Saint-Eustache," en s'adressant à MM. Cadieux et Derome, libraires, rue Notre-Dame, Montréal.

M. C. A. G.

9
t
à
7
x
t.